

International *page 4*

SYRIE : LA DICTATURE
SANGLANTE S'EFFONDRE, MAIS
LES RAPACES SONT TOUJOURS LÀ

Premières lignes *page 8*

ZOOM SUR LES LUTTES
DU MONDE DU TRAVAIL

Vie du parti *page 12*

DANS MOINS DE DEUX
MOIS, LE CONGRÈS
DE NOTRE PARTI

RÉVOLUTIONNAIRES

24 12 DÉCEMBRE 2024 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

LES SOLUTIONS

INSTITUTIONNELLES,

C'EST POUR CELLES ET CEUX

QUI CROIENT AU PÈRE NOËL...

**Prenons directement
notre sort
en main !**

ÉDITORIAL

**La seule issue
favorable dans
la crise politique :
nous mobiliser
pour imposer nos
revendications !**

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été réussie au-delà de ce qui était prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient à ceux d'autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

**LA COURSE DES PETITS CHEVAUX
POUR MATIGNON**

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Ils ont accouru à l'Élysée pour cautionner le bla-bla de Macron autour de la nomination

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org | INSTAGRAM | X (TWITTER) | FACEBOOK : @npa_revo | YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

Éditorial

La seule issue favorable dans la crise politique : nous mobiliser pour imposer nos revendications !

Un programme de luttes pour sortir de l'impasse institutionnelle

Comment les « lois travail » de Macron et Hollande accélèrent la vague de licenciements

La journaliste Ariane Lavrilleux traquée par la DGSJ : quand une sage pointe la lune, la police prend ses empreintes

Syrie : la dictature sanglante s'effondre, mais les rapaces sont toujours là
Gaza, Liban : victoires militaires pour Israël mais pas de répit pour les peuples

Corée du Sud : « Le peuple n'a jamais pardonné aux régimes qui ont réprimé les citoyens et violé la démocratie »

TRANSPORT : OUVERTURE À LA CONCURRENCE

Pourquoi maintenant ? À la RATP, le « sac à dos social » est percé

À Lyon, un socle social en carton

La politique des directions syndicales : défaite sans combat ou combats sans issue

Et du côté de la SNCF ?

Du morcellement du secteur à l'unification des luttes

Brève - Pas de révolution à RD Lyon

Brève - Grèves Optile

Brève - Ateliers RATP

Les travailleurs et travailleuses de la chimie iséroise en grève contre les licenciements

Auchan : « On ne veut pas de plan social, tout simplement »

Académie d'Aix-Marseille : pas de Noël pour les contractuels !

Black Friday chez Decathlon : braderie sur les salaires et jackpot pour les actionnaires

Nouvelle victoire des femmes de chambre de Grenade

Grève contre la fermeture du centre médical de la Cramif

Éducation : une première journée de grève et de manifs réussie qui appelle une suite

La Poste s'apprête à mettre des milliers d'intérimaires à la porte !

Selma Labib et Gaël Quirante en soutien aux travailleurs et travailleuses de la chimie en lutte

12 juin 2025 : mobilisation générale pour le procès des postiers du 92 !

Grève cheminote : bien des raisons de lutter malgré les errements des fédérations syndicales

En Limousin : usagers et cheminots pour conserver les trains

Dans moins de deux mois, le congrès de notre parti
Plateforme 1 - Construire le NPA-Révolutionnaires comme outil pour un pôle des révolutionnaires

Plateforme 2 - Pour un pôle démocratique des révolutionnaires

Plateforme 3 - Pour le dépassement critique de l'expérience du NPA, refonder le parti sur de nouvelles bases programmatiques et stratégiques

C'est l'humanité qu'ils assassinent, travailleurs de tous les pays : solidarité Palestine !

Après plusieurs mois de lutte, des mineurs isolés de Lille ont obtenu une cinquantaine de places en foyer !

Adel Haenel contre Christophe Ruggia : « C'est [toujours] la honte ! »

Martinique : libérez Rodrigue Petitot !

À lire, à voir, à écouter, à offrir...

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

d'un nouveau Premier ministre. Et, si la France insoumise se tient à l'écart de ces tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

LES FAUSSES SOLUTIONS DES DIRECTIONS SYNDICALES

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licenciés et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur, entre autres, de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

UNE SEULE SOLUTION : NOTRE MOBILISATION !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi - une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

La colère est là et toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires, mais ne s'annoncent pas ridicules. Et, si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle des semaines et mois qui viennent : surmonter la dispersion des luttes.

• 09/12/2024

UN PROGRAMME DE LUTTES POUR SORTIR DE L'IMPASSE INSTITUTIONNELLE

Marine Le Pen a donc décidé de mettre fin à son alliance de fait avec Macron sous Barnier. Renoncer à dicter sa politique à un gouvernement qu'elle tenait en otage lui fera peut-être perdre en respectabilité. Mais le RN estime qu'il aurait perdu encore plus s'il était associé de manière trop visible à la politique patronale menée quoi qu'il en coûte. Ainsi, l'extrême droite se paye le luxe de rompre avec les macronistes sur des exigences sociales, alors qu'elle a toujours défendu et défendra toujours les intérêts patronaux. Le ralliement de la gauche au radeau de la méduse présidentiel, LFI mise à part, semble confirmer les mensonges de Le Pen qui apparaît comme la seule opposition.

LE NFP EST MORT, VIVE LE NFP ?

Pourrions-nous avoir un gouvernement d'union du PCF aux LR ? Ou un simple « accord de non-censure » sous l'égide d'un gouvernement de droite ou soi-disant « technique » ? Ou un retour à la case départ de la crise politique ? À l'heure où nous écrivons, après des séances de palabres à l'Élysée autour de Macron, nous ne pouvons que constater les efforts tragi-comiques des dirigeants du PS, des Verts et du PCF pour obtenir un strapontin quel qu'en soit le prix. Et Macron en est toujours à promettre le nom d'un Premier ministre pour... demain !

Pas de surprise pour le PS qui, ayant enfanté Macron, voudrait renouer avec le fils prodigue. Les contorsions du PCF de Roussel sont plus douloureuses car celui-ci prétend encore parler au nom de sa base ouvrière. Quelle honte de renoncer à réclamer l'abrogation de la réforme des retraites en échange d'une « conférence sociale », grand bla-bla dont Macron a le secret ! Et quelle indignité que de hurler avec les loups en réclamant la suspension du droit d'asile pour les Syriens, dans le seul but d'obtenir un maroquin dans le même gouvernement que Retailleau !

La FI, comme le RN, mise tout sur une élection présidentielle. Comment une nouvelle élection pourrait-elle apporter quoi que ce soit de positif aux travailleurs dans ce contexte ? La seule raison est que Mélenchon espère prendre de vitesse ses concurrents de gauche.

Les députés de la FI, avec leurs petits satellites dont le NPA-L'Anticapitaliste, prétendent désormais incarner seuls le NFP, condamnant la « trahison » possible de leurs alliés d'hier. Mais qui a permis au PS de se refaire une santé avec 62 députés, dont l'infâme Hollande ? Qui a ressuscité le front républicain pour sauver, entre autres, Borne et Darmanin ? N'est-ce pas la logique même de ce front que de gouverner en commun ? Et quelle autre politique pourrait mener la gauche, comme toujours, que celle du patronat ? Celle que

Macron appelle « l'intérêt général » qui n'est que la soumission de toute la société aux exigences des exploiters ? « Intérêt général, intérêt du capital », dénonçait-on à une époque !

FAIRE ÉMERGER UN PÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES, REGROUPER TOUS CEUX QUI VEULENT SE BATTRE

Les raccourcis électoraux sont en réalité des impasses. Et ces tromperies ont un prix : celui, à l'avenir, d'un renforcement du RN et de ses idées. Et celui, plus immédiat, du désarmement des luttes lorsqu'elles sont soumises aux calculs institutionnels de ces dirigeants politiques et syndicaux de gauche qui cherchent à les dévoyer.

Illustration cette semaine où la réussite de la grève du 5 décembre dans le public d'un côté, et la multiplication des coups de colère des salariés du privé menacés de licenciements de l'autre, auraient permis de changer la situation. Mais les directions syndicales, subordonnées au prétendu dialogue social, boîte par boîte, et à la logique institutionnelle de la collaboration avec le gouvernement, se sentent désarmées de ne plus avoir d'interlocuteur. Alors que la crise politique de ceux d'en haut pourrait être une opportunité pour les travailleurs de montrer leur force et de faire l'actualité !

Il faut qu'émerge une autre voix dans la crise politique, qui ne cherche pas à la résoudre en promettant l'apaisement et la réconciliation entre licenciés et licenciés mais qui profite de l'instabilité pour défendre les intérêts des travailleurs aussi fidèlement que Macron et le RN défendent les intérêts des patrons. Un tel pôle des révolutionnaires ne peut qu'être indépendant de tous les marchands d'illusion du NFP, FI comprise. Sa première tâche serait de s'adresser aux dizaines de milliers de militantes et militants ouvriers, syndiqués ou non syndiqués, qui cherchent les voies d'une politique et d'un programme pour les luttes en cours et à venir.

PAR RAPHAËL PRESTON • 11/12/2024

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 24 • 12 DÉCEMBRE 2024 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSETDIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

OBJECTIF 50 000 €

npa-revolutionnaires.org/souscription

CONTACTEZ-NOUS
courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

Comment les « lois travail » de Macron et Hollande accélèrent la vague de licenciements

Michelin, Auchan, Vencorex, ArcelorMittal, Airbus... la vague de suppressions d'emplois continue de déferler et les annonces de ces grands groupes ne sont qu'une infime partie du carnage. À ces licenciements, il faut ajouter les faillites qui touchent pour l'essentiel les très petites entreprises (160 000 emplois selon le Conseil national des administrateurs judiciaires), les emplois induits qui triplent le total des suppressions d'emplois annoncées, et les intérimaires, premiers congédiés dans le plus grand silence. Mais la guerre menée aux travailleurs ne s'arrête pas là. C'est aussi plus discrètement, en poussant à des départs « volontaires » et à la signature d'accords de régression que le patronat s'apprête à saccager l'emploi. Face à cette hécatombe, l'État n'est pas « impuissant », comme on voudrait nous le faire croire, il est le premier responsable !

L'ÉTAT A CRÉÉ UN DROIT SUR MESURE POUR PERMETTRE AU PATRONAT DE LICENCIER

Fidèle serviteur du patronat, l'État s'est évertué ces dix dernières années à détruire méthodiquement chacune des maigres digues qui encadraient dans la loi la liberté de licencier. À commencer par la très mal nommée « loi de sécurisation de l'emploi » de 2013, sous gouvernement socialiste, qui, sous prétexte de soumettre les « plans de sauvegarde de l'emploi » (PSE) au contrôle de l'administration et à la signature des syndicats, a en réalité fait de l'une et des autres des cautions aux suppressions d'emplois. Depuis, l'impunité est presque totale pour les licenciés : le recours au juge est écarté, le contrôle des PSE par l'administration est un véritable blanc-seing au patronat (seulement 4 % de refus), quant à la signature des syndicats elle désarme évidemment les travailleurs qui voudraient se battre pour leur emploi et contribue à l'impunité des PSE devant le juge.



MANIFESTATION CONTRE LA LOI TRAVAIL | PARIS, 2016

Quand il était ministre de l'Économie, Macron a porté la loi du 6 août 2015, qui renforce l'arbitraire en cas de licenciements et réduit le contrôle du PSE en cas de redressement ou liquidation judiciaire. L'obligation de chercher un repreneur, introduite avec la loi « Florange » promulguée dans le sillage de la fermeture des hauts fourneaux d'ArcelorMittal en Moselle, ne s'impose qu'aux entreprises de plus de 1 000 salariés, pour quelques mois seulement, et pas même à celles qui ont fait faillite... Et, preuve que les lois prises soi-disant dans l'intérêt des travailleurs se retournent toujours contre eux : le droit admet aujourd'hui que la simple perspective d'un repreneur justifie... de licencier en amont !

Quant à la loi Travail de 2016 et aux ordonnances Macron de 2017, elles parachèvent le droit sur-mesure des licenciés. Les difficultés économiques justifiant de licencier ne sont plus appréciées strictement, et plus au niveau de tout le groupe mais de la seule filiale française, autorisant ainsi les multinationales à organiser la déconfiture artificielle de celle-ci pour licencier - et à bas coût, puisque les mesures contenues dans le PSE sont largement allégées et que les patrons n'ont même plus à chercher un reclassement à chaque salarié. C'est exactement ce qui s'est passé à MA France, dont les salariés se battent depuis six mois contre la fermeture. Enfin, le « barème Macron » plafonne les indemnités reçues en cas de licenciements injustifiés (pour ceux qui endurent le parcours du combattant des prud'hommes), permettant

aux entreprises de provisionner les sommes et de poursuivre leurs licenciements même sans aucun motif économique, sans que ça ne leur en coûte - comme pour ceux de l'usine PSA d'Aulnay, fermée en 2012, alors que les salariés ont fait reconnaître en justice que le groupe n'avait aucune raison économique à cela.

PLANS DE DÉPARTS « VOLONTAIRES », ACCORDS DE RÉGRESSION... UNE GUERRE SOCIALE MENÉE SOUS LA MENACE DU CHÔMAGE

Non content de faciliter les licenciements, le législateur permet depuis des années aux employeurs d'échapper au droit du licenciement en procédant à des suppressions d'emplois par accords collectifs. Accords délétères dont la signature est facilitée par la menace du chômage. Ce sont les plans de départs dits « volontaires », machines à suppression d'emplois à bas bruit, systématisés dans l'automobile notamment, appelés aujourd'hui ruptures conventionnelles collectives (RCC), ou encore ces outils de flexibilisation à l'extrême que sont les accords de performance collective (APC), présentés comme du « donnant-donnant » alors que seul le patron y gagne : baisse drastique des salaires, augmentation du temps de travail, mutations - le tout sans aucune garantie d'emploi et sous la menace, puisque tout salarié réfractaire peut être licencié. C'est ce dont ont été menacés ceux de Saverglass par exemple : 5 % de baisse de salaire alors qu'ils sortaient déjà de six mois de chômage partiel. Car rien n'empêche les groupes de cumuler chômage partiel (payé par les cotisations et les impôts de tous), des accords de régression, et de licencier quand même ensuite ! Comble de l'arnaque : ces grands groupes sont de surcroît sous perfusion d'argent public - crédits d'impôt divers, exonérations de cotisations, plans de relance, etc. Une manne astronomique qui est donc transférée directement des poches des travailleurs à celle de leurs patrons, pour qu'ils licencient mieux aujourd'hui.

Mais la vague actuelle de licenciements fait voler en éclat le discours macroniste éculé selon lequel cette politique patronale dite « politique de l'offre » (baisse des impôts pour le capital, subventions à gogo, flexibilisation du travail, réformes des retraites et de l'assurance chômage) serait bonne pour l'emploi et donc profiterait aussi aux travailleurs - à qui on impose des sacrifices, mais ce serait pour leur bien ! C'est cette politique qui accélère l'augmentation du chômage dans le retournement de conjoncture actuel. Non, il n'y a pas de « communauté d'intérêts » entre patronat et travailleurs, vieille rengaine déjà omniprésente dans la Charte du travail sous Vichy, et reprise aujourd'hui par les gouvernements successifs.

Tenter de lier les mains des travailleurs en engluant les syndicats dans un dialogue social, qui prétend remplacer la lutte de classe mais ne sert que le patronat, ne fera pas disparaître cette réalité. La lutte de classe reprend ses droits - c'est ce que montrent les grèves qui se multiplient et qui auraient tout intérêt à se coordonner pour frapper ensemble l'ennemi commun. Avec comme perspective d'imposer au patronat l'interdiction des licenciements et le partage du travail sans baisse de salaire jusqu'à l'extinc-

PAR HÉLÈNE ARNAUD • 09/12/2024

LA JOURNALISTE ARIANE LAVRILLEUX TRAQUÉE PAR LA DGSI : QUAND UNE SAGE POINTE LA LUNE, LA POLICE PREND SES EMPREINTES

Ariane Lavrilleux, journaliste ou terroriste ? Au vu des moyens déployés par la DGSI pour surveiller les faits et gestes de la journaliste de *Disclose*, on s'y tromperait. Son tort ? En 2021, elle a prouvé le détournement macabre de « Sirli », une mission de renseignement française entamée en février 2016 avec l'Égypte qui devait consister à scruter le désert à la frontière libyenne pour détecter d'éventuelles menaces terroristes. Il s'est avéré que les renseignements français envoyaient des informations au régime égyptien sur des véhicules de trafiquants présumés et celui-ci effectuait des frappes aériennes, provoquant de nombreux morts civils. *Disclose* estime que les forces françaises sur place auraient été impliquées dans au moins 19 bombardements contre des civils. Malgré cette « dérive » remontée à la hiérarchie de l'armée, la coopération sanguinaire s'était poursuivie. Rappelons que la dictature d'Al-Sissi - que Macron a décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur, plus haute distinction française - est l'un des principaux destinataires d'équipements militaires français.

Le gouvernement n'a jamais contesté ces faits. Mais il reproche à Ariane Lavrilleux et ses sources de les avoir rendus publics, invoquant la « compromission du secret de la défense nationale ». Pour cela, elle sera convoquée en janvier pour une mise en examen. Une convocation qui arrive quinze mois après sa première garde à vue de trente-neuf heures et la perquisition de son domicile. Neuf agents des renseignements et des magistrats antiterroristes avaient débarqué chez elle pour aspirer les données de ses téléphones, ordinateurs et clés USB. Depuis, la journaliste est traquée jusqu'au supermarché ou pendant ses vacances, son téléphone est mis sur écoute et ses relevés bancaires épluchés.

PAR LAMINE SIOUT • 10/12/2024

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

3^{èmes}

RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

POUR S'INSCRIRE

ATELIERS · FORMATIONS · MEETINGS

23 - 27 AOÛT 2025 LOT & GARONNE

ABONNEZ-VOUS

6 MOIS 20€
 OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
 12 MOIS 40€
 OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT
 Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org
PAR CHÈQUE
 À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
 ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX
PAR CARTE BLEUE
<https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000>

Syrie : la dictature sanglante s'effondre, mais les rapaces sont toujours là

La chute éclair du régime el-Assad a suscité une joie légitime et contagieuse dans les rues de Damas ainsi que parmi les émigrés syriens réfugiés dans le monde. C'est la fin de cinquante ans de dictature du clan Assad (Hafez el-Assad de 1971 à 2000, remplacé par son fils Bachar). Sous celui-ci, ce furent treize années de guerre civile meurtrière, répression sauvage et guerre entre clans armés pour le pouvoir, étouffant la révolte populaire qui avait éclaté en 2011 dans la foulée des printemps arabes d'Égypte et de Tunisie. Treize ans aussi d'interventions ou manœuvres des grandes puissances sur le dos du peuple syrien.

Mais la paix est loin d'être revenue pour autant. La liberté pour le peuple syrien non plus. El-Assad tombé, c'est maintenant l'HTC (Organisation de libération du Levant) descendante d'Al-Qaïda qui contrôle Damas avec le ralliement d'une partie de l'appareil d'État d'el-Assad et se pose en nouveau pouvoir pour la Syrie, tandis que les grandes puissances occidentales et régionales (Turquie, Israël) cherchent à y mener leur propre jeu.

LE SOUTIEN INTÉRESSÉ DES PUISSANCES OCCIDENTALES À LA « TRANSITION »

L'ensemble des chancelleries occidentales célèbre la chute de Bachar el-Assad et elles annoncent déjà leur intention de traiter avec les nouveaux maîtres du pays, qui, de leur côté, multiplient les gestes pour amadouer la planète impérialiste en promettant d'assurer une « transition pacifique » respectueuse des institutions du régime renversé.

La France et l'Allemagne annoncent leur volonté de « coopérer » avec le nouveau régime (et de mettre la main sur de potentiels marchés de reconstruction). Tandis que le perdant russe, qui soutenait le régime déchu et a organisé la fuite de la famille Assad, semble s'accorder du drapeau vert de la « révolution syrienne » qui flotte sur son ambassade de Damas.

Quant aux États-Unis, ils renforcent leur présence en Syrie et bombardent les positions de Daech afin d'éviter la « fragmentation » du pays, ou plutôt éviter que Daech profite de la vacance actuelle du pouvoir pour renforcer son influence... Il y aurait donc des « bons » et des « mauvais » djihadistes, alors même que le dirigeant actuel de l'HTC avait jusque-là sa tête mise à prix à dix millions de dollars par les États-Unis ! Un nouvel atout dans la main de l'impérialisme américain qui remporte de fait une victoire, que lui offre un peu sur un plateau la politique génocidaire à Gaza et la guerre au Liban menées par l'État d'Israël, son gendarme dans la région. Même si, en renforçant leur propre dispositif militaire sur place, les États-Unis entendent bien avoir un contrôle sur le nouveau régime qui se met en place.

LES GOUVERNEMENTS ISRAËLIEN ET TURC SE FÉLICITENT DES OPPORTUNITÉS OUVERTES

Pour Netanyahu, ce serait un « jour historique ». Il met à son crédit le fait qu'en portant des coups décisifs au Hezbollah

au Liban, il a privé el-Assad du soutien que lui apportaient en Syrie des troupes chiites depuis 2013. Mais l'armée israélienne n'en continue pas moins de bombarder en Syrie : plus de 300 bombardements dans les heures qui ont suivi la chute d'Assad afin de détruire les infrastructures et une partie de l'armement resté sur place avant que le nouveau régime, dont Netanyahu se félicite, ne s'en empare. Des renforts de troupes israéliennes ont été envoyés près de la frontière syrienne, sur le plateau du Golan, ce territoire syrien annexé par Israël en 1967 et dont Netanyahu vient de déclarer qu'il appartient désormais à Israël « pour l'éternité ».

Erdoğan se flatte d'« être du bon côté de l'Histoire ». Car il soutenait directement l'HTC et les multiples groupes rebelles islamistes qui avaient pris racine dans le nord-Ouest du pays. La Turquie elle-même a des troupes en Syrie, occupant toute une zone le long de la frontière turque, et y entretient une prétendue « Armée nationale syrienne ». Erdoğan a profité de l'avancée du HTC pour lancer ces troupes supplétives syriennes à l'assaut du Kurdistan syrien et espère obtenir du nouveau régime la possibilité d'expulser les trois millions de réfugiés présents en Turquie depuis le début de la guerre civile.

« LA SYRIE A ÉTÉ PURIFIÉE », PROCLAME AL-JOULANI DANS LA MOSQUÉE DES OMEYYADES

La mue engagée depuis sept ans par le dirigeant de l'HTC semble porter ses fruits. Ancien cadre d'Al-Qaïda, puis fondateur du Front al-Nosra devenu HTC, al-Joulani a troqué son treillis djihadiste pour un veston et assure avoir réduit ses perspectives de califat mondial à une « révolution islamiste » confinée au territoire syrien. De quoi rassurer le monde impérialiste, prêt à s'accorder d'une nouvelle dictature islamiste, du moment qu'elle assure la « stabilité » sociale.



MANIFESTATION. | IDLIB, EN MARS 2024

Au pouvoir à Idlib (Nord-Ouest) depuis 2017, al-Joulani avait réussi à se présenter en « bon gestionnaire », tout au moins pour les commerçants et hommes d'affaires, après avoir soumis les autres fractions islamistes. Il se donnait même un visage de tolérance, autorisant les femmes à se maquiller, la musique dans les rues et même les minorités religieuses à exercer leur culte (à condition qu'il ne soit pas visible !). Il promet une « Syrie respectueuse de toutes les confessions et nationalités » y compris des populations kurdes... pourtant, à Alep, les dirigeants kurdes ont été arrêtés et expulsés dès la conquête de la ville par le HTC. Peu importe, à travers ce discours, l'HTC se montre présentable aux dirigeants occidentaux, pour qui « protéger les minorités » du péril djihadiste n'est que façade.

L'ÉMANCIPATION DES EXPLOITÉS ET OPPRIMÉS NE VIENDRA PAS DE CES GROUPES ARMÉS

Le régime corrompu d'el-Assad, incapable même de payer ses propres mercenaires, a vu son armée s'effondrer. En treize ans de guerre et répression, ni lui, ni ses rivaux n'ont été capables de mettre fin à la contestation populaire. En août et septembre 2023, des milliers de manifestants s'opposaient à la dictature, à cause entre autres de la flambée des prix, à Soueïda,

dans le sud du pays. Six mois plus tard, leurs frères et sœurs de misère, à Idlib, fief du HTC, manifestaient à leur tour, avec pour slogans « Le peuple veut la chute d'al-Joulani » et « Nous nous sommes prononcés contre Bachar el-Assad à cause de l'oppression, et nous le faisons maintenant pour les mêmes raisons ».

Il n'est pas sûr que celles et ceux qui manifestaient à Soueïda et Idlib, et tous leurs semblables dans le reste du pays, acceptent tranquillement que les « libérateurs » les mettent à nouveau au pas.

Le régime d'Idlib qui se met en place à Damas est une potentielle dictature de change dont les grandes puissances espèrent le succès. Mais il n'est pas sûr que celles et ceux qui manifestaient à Soueïda et Idlib, et tous leurs semblables dans le reste du pays, acceptent tranquillement que les « libérateurs » les mettent à nouveau au pas. On pourrait bien voir ressurgir des explosions de colère sociales que treize ans de guerre avaient étouffées. Il le faudrait bien.

PAR STEFAN INO • 10/12/2024

LA DIPLOMATIE DE LA XÉNOPHOBIE

À peine le régime de Bachar el-Assad effondré, certains pays européens annoncent déjà des mesures contre les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie. En moins de 24 heures, le Danemark, la Norvège, la Suède ou l'Allemagne ont déjà décidé de geler les demandes d'asile des Syriens, la France a annoncé y réfléchir, tandis que les autorités autrichiennes envisagent de les expulser. Après dix ans d'opérations prétendument « anti-terroristes » contre Daech, voilà qu'ils trouvent normal de renvoyer des migrants sous la coupe des islamistes de HTC, les héritiers d'Al-Qaïda qui ont pris le pouvoir en Syrie. Pour ces « démocraties » occidentales, les djihadistes sont tout à fait fréquentables quand ils permettent de contrôler les flux migratoires.

AFRIQUE : ARMÉE FRANÇAISE, ALLEZ-VOUS-EN !

À lire sur notre site les derniers déboires de la Françafrique : son armée en passe d'être virée du Sénégal et du Tchad.



npa-revolutionnaires.org/armee-francaise-allez-vous-en

GAZA, LIBAN

Victoires militaires pour Israël mais pas de répit pour les peuples

Alors que l'accord venait d'être signé sous la houlette des États-Unis, l'armée israélienne a continué à pilonner des quartiers de Beyrouth dans la nuit du mardi 26 novembre au mercredi 27, jusqu'à 3 heures du matin, heure officielle du cessez-le-feu. Manière de terroriser encore la population libanaise. Ces deux mois de guerre menée par Israël ont fait près de 4 000 morts, 15 000 blessés et plus d'un million de déplacés, de nombreux villages du sud et des quartiers populaires de Beyrouth détruits.

UNE RUPTURE DE LA SOLIDARITÉ MILITAIRE ENTRE LES FRONTS LIBANAIS ET PALESTINIENS ?

Si le Hezbollah garde du crédit aux yeux des Palestiniens du Liban comme étant le seul à les avoir défendus, les termes de l'actuel cessez-le-feu et le rapport de force sont pour ce parti plus défavorables que lors de la conclusion de la guerre de 2006 : les grandes puissances notamment reconnaissent explicitement la possibilité pour Israël d'intervenir militairement en territoire libanais. Et une centaine de violations du cessez-le-feu ont été perpétrées par l'armée de l'État

d'apartheid israélien, rien que dans la semaine qui a suivi le cessez-le-feu : survol de Beyrouth par des drones, bombardements « ciblés », destructions de maisons à la frontière... Mais le Hezbollah semble résigné à tolérer cet état de fait. Plus largement, sa position a basculé sur un point clé : la signature d'un cessez-le-feu au Liban avait été jusqu'ici conditionnée à un cessez-le-feu à Gaza.

UNE INTÉGRATION CROISSANTE À L'ÉTAT LIBANAIS ?

Le nouveau dirigeant du Hezbollah a effectué une déclaration d'intention indi-

quant une volonté de « renforcer les forces armées libanaises » et d'aboutir à la restauration de la stabilité des institutions confessionnelles de l'État libanais, avec l'objectif de l'élection d'un président. Alors que le Hezbollah s'est construit comme la force qui a refusé le désarmement à la fin de la guerre civile libanaise au nom de la lutte contre Israël, en construisant une « contre-société » à côté des institutions libanaises officielles, tout en ayant des ministres au gouvernement, son nouveau discours penche vers une intégration plus profonde dans les institutions étatiques. Le Hezbollah a choisi de signer le cessez-le-feu pour sauvegarder ses forces. Mais il a aussi sa place dans la gestion même du pays à sauvegarder. Car, sous la pression et avec l'appui financier des puissances occidentales, les autres composantes politiques du Liban, et en premier la bourgeoisie chrétienne maronite, tentent de renforcer une armée libanaise que le Hezbollah n'influencerait pas et serait tentée de désarmer en partie celui-ci, en profitant de son affaiblissement militaire actuel.

RIEN NI PERSONNE NE PEUT ÉCHAPPER BIEN LONGTEMPS À LA LUTTE DE CLASSE

Mais en s'intégrant à la gestion du chantier de la « reconstruction » sous supervision impérialiste, le Hezbollah va inévitablement participer aux côtés de toutes les autres

forces politiques institutionnelles au partage de la misère et fera face au mécontentement des travailleurs et paysans pauvres qui forment une bonne partie de sa propre base sociale. Il en a coutume : lors de la crise et des manifestations sociales de 2019, il était conspué par les manifestants au même titre que tous les autres partis au gouvernement.

Le Fatah et le Hamas, quant à eux, ont déjà signé un accord en vue de la formation d'un comité d'experts indépendants pour gérer Gaza à la fin de la guerre... Se partager les miettes, ou même les ruines, laissées par l'impérialisme et par l'État sioniste : voilà le programme qu'ils proposent aux travailleurs de Gaza ! À l'opposé de tels calculs, c'est bien la résistance acharnée et multiforme des peuples palestinien et libanais qui ont joué un rôle décisif pour révéler à quel point Israël était dépendant du soutien sur le plan militaire et financier des grandes puissances, contribuant ainsi à saper sa légitimité aux yeux d'une partie importante de la population mondiale.

PAR ARYA SITARE • 10/12/2024

EN CORÉE DU SUD, « LE PEUPLE N'A JAMAIS PARDONNÉ AUX RÉGIMES QUI ONT RÉPRIMÉ LES CITOYENS ET VIOLÉ LA DÉMOCRATIE »

Dans la nuit du 3 au 4 décembre, le président conservateur sud-coréen Yoon Suk-yeol a déclaré la loi martiale avant de se rétracter six heures plus tard sous la pression de la rue et de l'opposition parlementaire.

Immédiatement, des dizaines de milliers de jeunes, travailleurs, élus de l'opposition et des syndicats s'étaient rassemblés devant le Parlement contre la loi martiale. Employée la dernière fois sous la dictature en 1979, elle entraînait l'interdiction de toute activité politique et la mise sous surveillance des médias. En toile de fond de ces mesures autoritaires, l'affrontement entre le parti du président (Parti du pouvoir au peuple) et l'opposition (Parti démocrate) sur le budget ; le président souhaitant notamment augmenter les dépenses de police. Il a prétexté une manœuvre « des forces communistes nord-coréennes », épouvantail régulièrement invoqué pour couvrir les aspirations démocratiques d'une chape de plomb. Samedi 7 décembre, le vote de destitution du président a échoué après que les députés de son parti eurent refusé d'y prendre part et ainsi annulé la procédure, alors qu'un million de travailleurs se tenaient une nouvelle fois devant le Parlement contre le président.

La confédération coréenne des syndicats (KCTU), forte de ses 1,2 million d'adhérents (sur 51 millions d'habitants), avait appelé aux rassemblements et à la grève générale dès le 4 décembre pour « défendre la démocratie », déclarant que « le peuple n'a jamais pardonné aux régimes qui ont réprimé les citoyens et violé la démocratie ». Malgré le rétropédalage du président, la KCTU a organisé des débrayages de deux heures dans les usines (comme à General Motors ou Hyundai) pour rejoindre les manifestations. Une réaction massive pour la classe ouvrière coréenne, dont une grande partie travaille dans l'industrie (chantiers navals, automobile, semi-conducteurs), à qui il a fallu des dizaines d'années et moult mouvements de grève générale pour s'extraire d'un régime dictatorial et corrompu, ce qui a conduit à une démocratie instable, sous tutelle des États-Unis qui comptent encore 28 000 soldats sur place.

« Le président envisageait en 2023 de légaliser la semaine de 69 heures, alors que les Sud-Coréens travaillent déjà 1910 heures par an. »

>>> SUR LE SITE, UNE RECENSION DE TROIS ROMANS CORÉENS

npa-revolutionnaires.org/romans-coree



Exemple de réussite économique bourgeoise, la Corée du Sud est passée à vitesse grand V de pays pauvre à puissance industrielle : huitième exportateur mondial et second exportateur d'électronique après les États-Unis. Pourtant, le pays souffre notamment d'un marché intérieur faible : 40 % du PIB se rapportent aux exportations (contre 25 % pour la France), les bas salaires ne permettant pas aux travailleurs d'acheter ce qu'ils produisent. L'endettement record des ménages pousse aussi de nombreux travailleurs au suicide (taux le plus élevé au monde). Le président envisageait en 2023 de légaliser la semaine de 69 heures, alors que les Sud-Coréens travaillent déjà 1910 heures par an (contre 1490 en France). Un chiffre officiel minoré dans un pays qui a même un mot pour désigner la mort par surmenage : gwarosa. Un déficit public de 5,2 % du PIB en 2022 a justifié des coupes austéritaires, comme dans la santé, déjà dans un état déplorable. De plus, l'élection de Trump pourrait affecter l'économie coréenne : d'une part en taxant ses exportations, d'autre part en forçant « l'allié » coréen à se rendre indépendant du marché chinois. Ce qui est sûr, c'est que les travailleurs coréens ne s'en sortiront qu'en se battant, à la fois pour la démocratie, mais aussi pour des conditions de vies décentes.

PAR STAN MILLER • 09/12/2024



YOON SUK-YEOL PRÉSIDENT DE LA CORÉE DU SUD.

>> SUR LE SITE

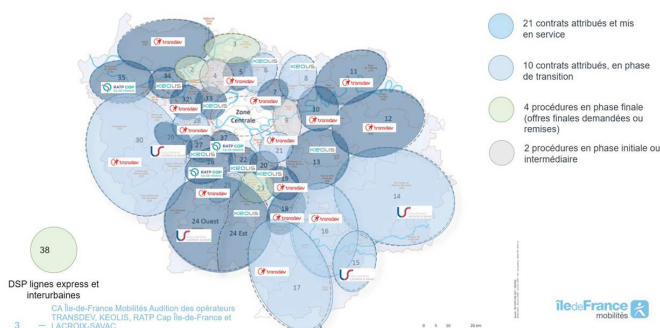
Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire :

npa-revolutionnaires.org



TRANSPORT : OUVERTURE À LA CONCURRENCE

Manœuvres en cours ! Au 1^{er} janvier 2025, les 4 500 travailleurs du réseau de transport en commun lyonnais (TCL) vont être transférés dans trois nouvelles entreprises. Le découpage du réseau parisien en treize lots suit aussi son cours : entre 2025 et 2026, ce sont 20 000 agents RATP qui rejoindront leur nouvelle filiale. Derrière ces transferts, qui sont déjà le lot quotidien de milliers de travailleurs du transport à travers le pays, se cache une politique qui vise à augmenter les profits et à faire payer aux travailleurs le développement de l'offre de transport public. Qu'importe que la division des réseaux ou les transferts à échéance régulière soient des non-sens industriels, les patrons du transport y tiennent car c'est leur manière de mener la lutte de classe. C'est pour donner des armes à ceux qui, dans les dépôts et les ateliers, veulent contre-attaquer sur ce même terrain que nous avons préparé ce dossier.



RÉSULTAT DU MONOPOLY DES TRANSPORTS EN GRANDE COURONNE PARISIENNE

Pourquoi maintenant ?

Avec la division des réseaux lyonnais et parisien, deux monopoles « historiques » dont jouissaient localement des entreprises (Keolis à Lyon, RATP à Paris) tombent. Qu'est-ce qui rendait cela aussi urgent ?

D'abord le renforcement de l'exploitation capitaliste. Dans les appels d'offres, celui qui propose le prix le plus bas gagne, et dans le transport urbain la main-d'œuvre est considérée comme le premier poste de coûts. On voit bien comment les entreprises font ainsi pression sur les salaires.

Également, en cassant les monopoles locaux, on renforce les mastodontes nationaux, qui sont en fait des multinationales. La RATP n'est déjà plus seulement parisienne puisqu'elle exploite, ou va exploiter, avec ses filiales RATP Dev les trams de Lyon, Angers et Brest... ou même de Washington D.C. !

Ce n'est donc ni par obsession idéologique ni par soumission à une quelconque consigne européenne qu'existe cette « ouverture à la concurrence » : elle répond aux intérêts des grands groupes français du transport.

PAR **BASTIEN THOMAS** • 10/12/2024

À LYON, UN SOCLE SOCIAL EN CARTON

À la différence de la régie parisienne, le réseau lyonnais était déjà exploité sous forme d'une DSP depuis longtemps, et donc permettait déjà la concurrence... sur le papier. En pratique, il n'y a aucun concurrent face à l'opérateur historique (une filiale de Keolis), en raison de la taille importante du réseau et de sa complexité (bus, métros, tramways, funiculaires...).

Après leur victoire aux dernières élections métropolitaines de Lyon en 2020, les écologistes ont décidé de découper le réseau en un « mode bus » et un « mode lourd », respectivement attribués à Keolis et à RATP Dev. Les « relations usagers » (notamment les agences commerciales) seront directement gérées par l'AOM (nommée Sytral).

Dès l'annonce de cette décision, le président du Sytral a envoyé un courrier à tous

les salariés afin de les rassurer : rien ne changera pour eux, les conditions de travail, les rémunérations, etc., tout est protégé par un « socle social ». Prétexte aux organisations syndicales pour déposer les armes face au projet, ce « socle » existait déjà dans toutes les DSP sous une autre forme. La nouveauté est que le Sytral peut mettre fin au contrat de l'opérateur s'il remet en cause le socle. Il « peut », mais rien ne l'y oblige. Si le Sytral souhaite laisser faire (comme il l'avait fait en 2009 en soutenant sans réserve Keolis qui dénonçait tous les accords d'entreprise préexistants), ce socle social ne protégera nullement les travailleurs du réseau. Sans parler des nouveaux embauchés, qui pourraient faire l'objet d'un traitement de défaveur, comme on l'a vu à la RATP, à la SNCF et ailleurs.

PAR **BERTRAND KARMANN** • 08/12/2024

Glossaire

L'ORGANISATION CAPITALISTE DU TRANSPORT PUBLIC

Les réseaux de transport public sont administrés par des **autorités organisatrices de la mobilité (AOM)**, principalement des intercommunalités et des régions.

Ces AOM ont le choix entre gérer directement le réseau - on parle alors de **régie** - ou d'en confier l'exploitation à un **opérateur** extérieur dans le cadre d'une **délégation de service public (DSP)**. Le choix de l'opérateur se fait par un **appel d'offres**, dont l'écrasante majorité est remportée par un des trois grands groupes français du transport : **Keolis**, **RATP Dev** et **Transdev**. En lieu et place de la prétendue « concurrence », se déroule en fait une redistribution régulière des marchés, que le grand Monopole en cours vient accélérer.

À la RATP, le « sac à dos social » est percé

Les trois premiers appels d'offres pour le réseau parisien ont été emportés par Keolis et la RATP (via sa filiale RATP Cap IDF). Rester au sein du groupe RATP n'est en rien une garantie pour les travailleurs. C'est la RATP qui, en 2023, a supprimé six jours de repos et allongé la durée quotidienne de travail de cinquante minutes par jour, sous prétexte déjà de préparer l'ouverture à la concurrence.

La direction cherche à rassurer les salariés en disant que les rémunérations seront maintenues après le transfert, c'est ce qu'elle appelle le « sac à dos social ». En réalité, le salaire de base sera plus faible, car c'est sur ce critère que se « jouera » l'appel d'offres. Pour maintenir la rémunération au niveau actuel, les filiales verseront une indemnité dite « différentielle ». Mais cette différentielle diminuera à mesure que le salaire de base augmentera dans la nouvelle filiale : cela signifie une stagnation de la paie pour les salariés transférés.

La prime différentielle est un outil de division qui renvoie chacun à son calcul individuel et multiplie les modes de rémunération. À la RATP, les embauchés après le 1^{er} janvier 2023 ne touchent déjà pas le même salaire que leurs collègues plus anciens, pour le même travail. Cela avait fait naître un mouvement de « jeunes embauchés » au printemps 2024. Les transferts futurs en rajouteront une couche car les travailleurs nouvellement embauchés par les filiales n'auront droit qu'aux salaires et primes de base, mais pas à l'indemnité différentielle.

Les travailleurs de la RATP ne doivent pas se laisser diviser, ni attendre qu'un nouveau patron mette la main sur leur dépôt, mais se préparer à mener une bataille commune dans les mois à venir pour les salaires et les conditions de travail.

PAR **SELMA LABIB** • 09/12/2024



MOUVEMENT DES JEUNES EMBAUCHÉS À LA RATP AU PRINTEMPS 2024

LA POLITIQUE DES DIRECTIONS SYNDICALES : DÉFAITE SANS COMBAT OU COMBATS SANS ISSUE

DES ACCORDS AVEC LES PATRONS

En janvier 2023, les organisations syndicales majoritaires de la branche bus de la RATP (Unsa et FO) ont signé un accord qui enregistrait (entre autres) la perte de six jours de congés en contrepartie d'une augmentation de salaire d'environ 300 euros réservée aux agents déjà embauchés. Cet accord scélérat était une façon d'acheter la paix sociale avant le début du mouvement contre la réforme des retraites.

UN PROBLÈME DE CASTING ?

En mettant en cause Valérie Pécresse comme unique responsable de l'ouverture

à la concurrence, les organisations syndicales d'Île-de-France passent sous silence les attaques menées bien avant elle. Les partis de gauche en profitent pour se présenter comme une alternative favorable aux salariés en vue des prochains scrutins, mais mènent la même politique quand ils sont aux affaires, comme à Lyon, par exemple.

LA LOGIQUE DU BON GESTIONNAIRE

Le positionnement des fédérations syndicales plus combatives, comme la CGT Transports, pose aussi des problèmes. En revendiquant une gestion directe des réseaux par des régies publiques dans lesquelles les

syndicats seraient associés au conseil d'administration, le syndicat raisonne parfois plus selon les intérêts de l'entreprise que selon ceux des travailleurs. D'où un certain scepticisme vis-à-vis de la gratuité des transports, avec le faux argument que cela amputerait les recettes et mettrait en péril les réseaux gérés par les collectivités... comme s'il manquait d'argent dans cette société ! Comme s'il était impossible d'augmenter le « versement transport » payé par le patronat ! Ainsi, les syndicats du transport alimentent les préjugés anti-gratuité de certains conducteurs, alors même qu'ils seraient les mieux placés pour défendre cette perspective auprès des voyageurs.

PAR MARINA KUNE • 09/12/2024

Et du côté de la SNCF ?

Il a fallu 100 ans d'existence des chemins de fer pour que le réseau et les cheminots soient unifiés en une seule entité : la SNCF, créée en 1938. Alors que la mise en filiales de 4 500 cheminots du fret et 1 200 cheminots des TER, prévue pour la fin d'année 2024, rend très concret le choix de la bourgeoisie française de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, le Parlement britannique vient de décider la renationalisation du rail, face à l'incurie et à l'impopularité provoquées par 30 ans de libéralisation.

Les gouvernants français espèrent que l'exploitation accrue des travailleurs du rail permettra de réduire l'argent public nécessaire au fonctionnement du réseau. Et

pourquoi pas, à terme, faire entrer cet argent public plus largement dans les circuits capitalistes privés en ouvrant les capitaux des grandes entreprises du secteur (SNCF, RATP, Transdev).

Tandis que les cheminots ont mené trois grèves nationales en 2014, 2016 et 2018 face au processus d'ouverture à la concurrence et à la casse sociale qui l'accompagne (notamment la fin des embauches au statut cheminot à partir du 1^{er} janvier 2020), la direction de la SNCF s'est préparée à cette libéralisation en salivant sur les réformes gouvernementales. En effet, elles lui ont fourni un nouvel arsenal juridique pour attaquer la réglementation du travail cheminote et ain-



si obtenir des gains de productivité. Ces projets d'attaque sont bien plus devant nous que derrière et les patrons du ferroviaire, qu'ils s'appellent SNCF, RATP ou Transdev, n'auront pas la partie facile !

PAR FRANCK ROUVIER • 08/12/2024

Du morcellement du secteur à l'unification des luttes

L'imagination du patronat du transport en matière de morcellement est sans limite. Les réseaux se superposent comme un mille-feuille sans cohérence ni efficacité pour les voyageurs : les plus grosses entreprises sont divisées pour que les grands groupes se partagent le gâteau et les statuts particuliers des salariés (de bien faibles garanties) sont atomisés pour complaire aux appétits capitalistes.

Le réchauffement climatique rend indispensable le développement de l'offre de transport en commun : dans les grandes villes, mais aussi pour connecter entre elles les métropoles et leurs banlieues lointaines. Une source prometteuse de profit, d'autant que dans ce secteur, les investissements (dépôts ou véhicules) sont souvent pris en charge par les AOM.

Pour répondre à ce développement de l'offre, les capitalistes (dont l'État et les collectivités locales, car l'actionariat est partiellement public) n'ont cessé de dégrader les conditions de travail des salariés du transport. Les réactions ouvrières à ces attaques sans précédents sont constantes depuis l'ouverture du marché à l'automne 2021, quoiqu'en ordre dispersé.

Au-delà du problème d'une rémunération qui contient des primes liées au service effectué, la jungle des statuts particuliers et des conventions collectives différentes, auxquelles s'adosent des accords d'entreprise, est particulièrement dense. Le premier réflexe, légitime en un certain sens, vise à raisonner en termes corporatistes, alors même que les métiers sont très proches, de Paris à Lyon, du bus au car ou au tramway.

Le salaire des nouveaux embauchés RATP est désormais similaire au reste du transport urbain. Les conditions de travail y sont dégradées avant même les appels d'offres. Face à un patronat dont le rêve assumé est d'harmoniser les conditions vers le bas, les salariés doivent répondre par des luttes aux revendications les plus unificatrices possibles, quel que soit le métier ou le lieu d'exercice.

L'élaboration de revendications unificatrices ne se décrète pas, et les directions syndicales n'en prennent jamais le chemin. C'est bien l'organisation à la base, dans des assemblées générales et des comités de grève, qui peut pousser les travailleurs en lutte à échanger sur leurs conditions de travail pour dépasser le corporatisme. De ces luttes essentiellement défensives pourraient même jaillir nombre d'idées sur le nécessaire contrôle des travailleurs dans le développement et l'organisation des transports en commun.

PAR PHILIPPE CAVÉGLIA • 10/12/2024

LA RÉVOLUTION, C'EST PAS POUR LES PATRONS !

À Lyon, RATP Dev a rencontré les salariés du « mode lourd ». Les futurs dirigeants pensaient nous rassurer en indiquant qu'aucun changement n'aurait lieu dans l'immédiat, qu'ils n'étaient pas venus pour faire une révolution... Certains collègues n'ont pas vraiment été rassurés par cette nouvelle, et l'ont bien fait savoir. Mauvaise pioche pour RD Lyon : une révolution, c'est justement ce dont nous avons besoin !

GRÈVES DANS LE RÉSEAU OPTILE : PERTURBER LA MACHINE DE LA CONCURRENCE, C'EST POSSIBLE !

Entre 2021 et 2023, le réseau Optile (lignes de bus et de cars de la grande banlieue parisienne) a connu son grand Monopole, non sans résistance de la part des travailleurs concernés : grèves contre l'intensification des journées et contre la baisse du paiement des « coupures », ces temps morts entre deux temps de conduite qui allongent les services... Ces luttes, multiples et éruptives, sont restées trop isolées les unes des autres pour que les patrons plient pour de bon, mais leur propagation façon « feu de forêt » les a tout de même fait paniquer. Résultat, ils ont drastiquement revu à la baisse leurs prévisions de bénéfices et se montrent dorénavant plus prudents quand ils gagnent un marché : ils ont cessé de se croire en terrain conquis !

CONDITIONS DE TRAVAIL : EN MAINTENANCE !

Dans les ateliers de maintenance des bus de la RATP, l'approche des transferts est aussi une tentative de compliquer encore plus la vie des ouvriers. Là non plus la direction n'a pas attendu « l'ouverture à la concurrence » pour mener ses attaques. En dix ans, la moitié des mainteneurs a vu son poste disparaître. Le boulot, lui, n'a pas diminué : le nombre de bus à traiter a même augmenté et les modèles se sont diversifiés. Les ateliers sont des zones toxiques où la ventilation ne permet pas une circulation efficace de l'air et les produits néfastes pour la santé stagnent. L'atmosphère est étouffante à tout point de vue. Vite, respirons un grand bol de grève !

Les travailleurs et travailleuses de la chimie iséroise en grève contre les licenciements

Plus de 40 jours après le début de la grève à Vencorex, ce sont les salariés d'Arkema qui ont décidé, le 4 décembre, d'entrer en grève reconductible contre la fermeture annoncée de la moitié sud du site de Jarrie. La semaine précédente était annoncée la suppression de 238 emplois sur 308 à Valeo Saint-Quentin-Fallavier tandis qu'à Teamtex les 161 licenciés continuent de se mobiliser pour ne pas être jetés dehors sans indemnité supra-légale. Du côté de Photowatt, l'abandon du rachat par Carbon Solar laisse les près de 170 salariés dans l'incertitude. Ces licenciements représentent un échantillon seulement des 150 000 emplois menacés que recense la CGT.

ARKEMA JARRIE : GRÈVE ILLIMITÉE CONTRE LA FERMETURE DU SITE

À Arkema, la direction a annoncé, par communiqué de presse du mercredi 4 décembre, l'arrêt des activités chlore-soude, chlorure de méthyl et fluides techniques. Regroupées au sud de la plateforme de Jarrie, elles emploient 120 des 340 travailleurs et travailleuses du site. La direction dit « envisager de préserver » les activités eau oxygénée, chlorate et perchlorate mais, selon la CGT-Fnic de l'usine, cette séparation n'est pas viable et amorce en fait la fermeture complète du site. Déjà en grève quelques jours mi-octobre lorsque l'absence de reprise avait été annoncée pour Vencorex, les salariés d'Arkema discutent désormais de reconduire la grève à chaque assemblée générale.

Peu d'entre eux sont dupes des arguments de la direction visant à faire porter la responsabilité de la fermeture sur le désengagement de Vencorex. Avec un milliard de bénéfice annuel, Arkema aurait largement les moyens de préserver les emplois de Jarrie, voire ceux de Vencorex. D'autant plus que la

manœuvre de division menée par Arkema est grossière : pour annoncer son plan, la direction a attendu que les salariés de Vencorex votent en faveur des primes de licenciements et de la reprise partielle du travail.

VENCOREX : DES INDEMNITÉS SUPRA-LÉGALES QUI NE SUFFISENT PAS À STOPPER LA MOBILISATION

Du côté de Vencorex, le vote favorable aux 40 000 euros de prime supra-légale et à la reprise partielle du travail, dans l'atelier tolonates, n'a pas mis fin à la mobilisation. Bien que le vote à bulletin secret, une première sur le piquet, ait limité les possibilités de pouvoir rediscuter et se convaincre, plusieurs salariés continuent la grève ou envisagent de la reprendre. Cette perspective se discute d'autant plus que les réunions organisées avec le ministre de l'Industrie démissionnaire n'aboutissent à rien et que BorsodChem, candidat à la reprise, se montre hésitant.

La journée du 12 décembre organisée par la CGT pour dénoncer les licenciements dans l'industrie sera l'occasion

de démontrer de nouveau la combativité des travailleurs et travailleuses en lutte contre les fermetures d'usines. En Isère, l'intersyndicale de la fonction publique appelle à la grève ce jour-là, après la grève du 5 décembre. Pour prendre sur les profits afin de maintenir l'emploi, il faudra en effet ne compter que sur l'extension des grèves et l'organisation d'assemblées générales permettant leur organisation et leur reconduction. Pour s'y préparer, les salariés des boîtes menacées de licenciements ont tout intérêt à multiplier les liens entre eux et elles, afin que plus personne ne se retrouve isolé et que le rapport de force avec le patronat puisse s'inverser.

CORRESPONDANT • 10/12/2024



NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

CONTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES ET RACISTES
POUR REPRENDRE L'OFFENSIVE :

ORGANISONS-NOUS !

PARTICIPEZ AUX
RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES

29 & 30 MARS 2025

ATELIERS, FORUMS... & UN MEETING

À PARIS. PLUS D'INFORMATIONS À VENIR SUR NPA-REVOLUTIONNAIRES.ORG

POUR PLUS D'INFORMATIONS ET INSCRIPTION



Selma Labib et Gaël Quirante en soutien aux travailleurs et travailleuses de la chimie en lutte

Mercredi 4 décembre, une délégation d'une vingtaine de militants et militantes du NPA-Révolutionnaires, dont nos porte-paroles Selma Labib et Gaël Quirante, s'est rendue sur le piquet de grève des Vencorex afin de soutenir la grève et de discuter de son extension.

Depuis le 23 octobre, les grévistes de la plateforme chimique occupent jour et nuit leur usine pour s'opposer à sa fermeture et au licenciement des 480 salariés du site. Ils et elles tiennent un piquet de grève et ont organisé un véritable village miniature : cuisine, salle de jeux pour les enfants, espace couvert avec bar alimentant la caisse de grève, etc. Depuis 45 jours, les grévistes et leurs soutiens discutent et se réchauffent autour des braseros.

Le 27 novembre, la direction de Vencorex avait tenté d'obtenir la reprise du travail avec une proposition de prime supra-légale d'un montant de 40 000 euros. La signature de l'accord proposé à l'intersyndicale impliquait la fin de la mobilisation : reprise du travail dans les ateliers, en particulier tolonates et sel, mais aussi levée du piquet de grève et réouverture de la vanne d'éthylène, dont la fermeture exerce depuis mi-octobre une pression sur les entreprises de la chimie de l'est de la France.

Si le vote à bulletin secret organisé par l'intersyndicale a approuvé la reprise du travail dans un des ateliers, le piquet a, lui, été maintenu ainsi que la grève dans les autres ateliers. Mercredi 4 décembre, la direction a donc porté un coup aux

grévistes en mettant fin à l'accord passé avec l'intersyndicale sur le paiement des jours de grève, obtenu dès le premier jour de la mobilisation.

Les discussions se sont poursuivies avec les camarades autour d'un repas préparé en commun.

Le soir même, nous avons appris le départ en grève des salariés d'Arkema et avons décidé de nous rendre sur le piquet fraîchement monté dans la journée. Les grévistes sont entrés dans la bataille après l'annonce de la fermeture du sud de la plateforme qui entraînera une centaine de licenciements. Nous avons encore une fois été très bien accueillis. Cette visite nous a non seulement permis d'échanger sur la situation mais aussi de faire du lien entre les différents piquets en apportant des provisions offertes par les travailleurs et travailleuses de Vencorex.

Face aux 286 plans de licenciement connus à ce jour, les salariés des différents secteurs vont devoir se regrouper pour lutter contre le patronat qui n'a que faire des vies et familles qu'il brise. Ce n'est pas à nous de payer pour des actionnaires qui engrangent toujours plus de profit sur notre dos. Pour préserver l'emploi, imposons-leur de prendre sur les profits.

Vencorex, Arkema, Valeo, mais aussi Michelin et Auchan, c'est toutes et tous ensemble qu'il faut lutter car c'est toutes et tous ensemble qu'on va gagner !

CORRESPONDANT • 10/12/2024

Gaël, Yann, Mohamed, Brahim et Dalila

12 juin 2025 : mobilisation générale pour le procès des postiers du 92 !

Retour en 2014 : les postiers de Rueil, Courbevoie, La Garenne-Colombes et Gennevilliers font cinq mois et demi de grève pour l'embauche en CDI de collègues précaires virés par la direction, et contre des projets de réorganisations. Parmi les coups tordus de la boîte pour tenter, sans succès, de briser la grève : une garde-à-vue de 10 heures infligée à Gaël, Mohamed et Brahim, qui avait suscité un grand rassemblement et - semblait-il à l'époque - pas de poursuites judiciaires à la clé...

PRISON POUR « VIOLATION DE DOMICILE PROFESSIONNEL » ?

Mais le dossier a été opportunément déterré en 2019, lors du mouvement de grève de 15 mois des 150 postiers du 92, avec la mise en examen de Gaël, Yann, Dalila, Mohamed et Brahim, accusés de « violences » pour de simples manifestations au siège social de La Poste. Avec à la clé un nouveau chef d'accusation : « violation de domicile professionnel » ! Les griefs peuvent mener à 75 000 euros d'amende et à plusieurs années de prison : une répression taillée sur mesure contre une équipe syndicale qui a mis en difficulté la direction de La Poste en refusant toute suppression d'emploi et en adoptant une politique d'extension des grèves.

COUP D'ACCÉLÉRATEUR DANS LA PROCÉDURE...

Après avoir été convoqués en 2019 dans le cadre de la mise en examen, les cinq n'ont plus eu de nouvelles pendant cinq ans... avant la réception au dernier moment d'une convocation à une audience au tribunal de Paris le 12 novembre, en pleine période électorale à La Poste. Les juges ont entendu les arguments en faveur d'un report : l'audience se tiendra donc le jeudi 12 juin 2025.

... DONC COUP D'ACCÉLÉRATEUR DANS LA MOBILISATION !

Un grand rassemblement sera organisé à midi le 12 juin. Ce sera l'occasion de faire le procès de la répression à La Poste et dans tous les secteurs. Ce qui était conçu comme une attaque ciblée contre une équipe lutte de classe dans une entreprise peut se changer en occasion de donner la parole à bien des secteurs combattifs du monde du travail, au même moment et dans un même objectif : l'abandon de toutes les poursuites contre les militants ouvriers et contre les mouvements sociaux !

PAR ÉDOUARD MACBEYNE • 10/12/2024

La Poste s'apprête à mettre des milliers d'intérimaires à la porte !

Depuis deux semaines, les postiers sont mis devant le fait accompli : la direction de La Poste a décidé de ne plus avoir recours à l'intérim. Nos collègues intérimaires sont plus de 20 000 et travaillent avec nous pour certains depuis des années. La direction les fait tourner sur plusieurs postes de travail dans les centres de distribution, de collecte ou de tri. Surtout que, depuis que le CDI intérim a été légalisé sous François Hollande en 2014, la Poste en use et abuse car cela lui revient moins cher (pas de prime de précarité ni de congés payés) et elle peut renvoyer ces agents à leur boîte d'intérim de rattachement dès qu'il y a un plan de suppressions d'emplois.

Le cadeau de Noël bien orduurier de La Poste est le suivant : les intérimaires qui ont déjà fait plus de 450 heures se voient proposer un CDD classique, parfois seulement d'un mois ! Pour ceux qui avaient accepté un CDI intérim (c'était la condition ces derniers temps pour continuer à travailler à La Poste), ils devraient démissionner de leur contrat s'ils veulent que La Poste leur signe un CDD.

Seule une petite partie d'entre eux pourra signer un CDI au bon vouloir des directions locales, qui mettent le plus sou-

vent comme condition d'avoir le permis. Or beaucoup n'en ont pas les moyens, vu les salaires de misère. D'ailleurs, vu les salaires et la précarité, beaucoup des intérimaires actuels n'accepteront ni CDD ni CDI. Et puis il y a la fierté : après des années de travail difficile et précaire, être traité comme des kleenex, c'est non !

Pour tous les postiers, déjà en sous-effectif chronique, cela veut dire assurer le travail à la place de tous ceux qui seront mis à la porte ces prochains jours ! Plus personne quasiment pour remplacer ceux qui sont en congés, en maladie ou en temps partiel.

C'est bien un vaste plan de licenciement déguisé qu'il nous faut combattre : La Poste veut, au lendemain des élections CSE qui lui ont permis de supprimer tous les CHSCT et des centaines de représentants du personnel locaux, aggraver les conditions de travail de tous en envoyant des milliers de travailleurs au chômage. S'organiser à la base dans nos centres avec comme objectif une mobilisation nationale pour refuser toutes les suppressions d'emplois est la seule solution.

CORRESPONDANTS • 09/12/2024

GRÈVE CONTRE LA FERMETURE DU CENTRE MÉDICAL DE LA CRAMIF

À la stupéfaction générale, un projet de fermeture d'une partie du centre de santé Stalingrad a été annoncé. Les employés se sont mis en grève et le centre a fermé toute une journée. Ce centre de consultations dépend de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France (Cramif) et c'est un maillon important du système de santé de ce quartier populaire du 19^e arrondissement de Paris. La direction prévoit la fermeture de plusieurs services de consultation, dont la kinésithérapie, la radiologie, les soins infirmiers, la rhumatologie et bien d'autres. Cela entraînerait la suppression de 25 postes, dont six d'employés administratifs. La raison évoquée serait un déficit budgétaire récurrent. La direction appelle ce projet un « plan de sauvegarde » : on coupe des branches pour sauver l'arbre ! Des reclassements seront soi-disant proposés mais la direction dit déjà que, si ce n'est pas possible, il y aura des licenciements.

Pour la population du quartier, c'est une catastrophe. Ce centre est indispensable aux habitants. Il est quasi impossible de trouver un kinésithérapeute en libéral ; quant aux médecins spécialistes, on n'en trouve plus, surtout en secteur 1. D'autant plus que, faute de financement, six centres médicaux de la Croix-Rouge ont fermé leurs portes en début d'année, laissant en plan des dizaines de milliers de patients. La fermeture d'une partie du centre médical augure de la fermeture complète, et, qui sait, d'autres services de la Cramif. Une réunion du CSE est prévue le 13 décembre. Mais c'est la mobilisation du personnel, décidé à ne pas laisser faire, qui peut mettre des bâtons dans les roues de la direction.

CORRESPONDANTE • 08/12/2024

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

OBJECTIF 50 000 €

npa-revolutionnaires.org/souscription



Grève cheminote : bien des raisons de lutter malgré les errements des fédérations syndicales

Face à l'offensive patronale, la grève rappelle à nos exploités que c'est nous qui faisons tout tourner.

C'est ce signal que de nombreux cheminots adresseront le 12 décembre, tant à leur patron actuel, la SNCF, qu'aux futurs. Car le 15 décembre prochain, 450 agents du TER de Picardie et 470 de Paca seront transférés dans des entreprises privées : SNCF Voyageurs étoile d'Amiens (SVEA), SNCF Sud Azur, Transdev... Le 1^{er} janvier prochain, 4 500 autres cheminots de Fret SNCF seront transférés dans deux filiales, Hexafret et Technis, avec au passage la suppression de 500 postes. Dans un cas comme dans l'autre, les objectifs sont les mêmes : réduire les effectifs, augmenter la charge de travail, parfois au nom de la polyvalence, et mettre la pression vers le bas sur les salaires.

Ces attaques, les travailleurs de nombreuses entreprises privées y font déjà face au quotidien. Des luttes qui ne passent pas inaperçues dans le réchauffement du climat social en cours. De quoi donner tort aux éditorialistes qui voudraient faire passer la grève à la SNCF comme un énième mouvement catégoriel.

L'intersyndicale cheminote avait appelé à une journée de grève isolée le 21 novembre dernier, un « ultimatum » pour sommer direction et gouvernement de suspendre le processus de filialisation. La date coïncidait aussi avec les négociations annuelles obligatoires (NAO). Mais, au nom de l'unité syndicale, les revendications salariales ont été effacées, l'Unsa argumentant que le dialogue social fonctionnerait durant les

NAO. Résultat : alors que l'entreprise continue de battre ses records de bénéfices, elle a annoncé 0,5 % d'augmentation salariale, une véritable provocation !

Pour ce qui est du transfert des cheminots aussi, l'unité syndicale nationale s'est vite lézardée. À peine le PDG, Farandou, annonçait-il quelques menues garanties que l'Unsa et la CFDT levaient l'appel à la grève et dégagnaient leur stylo pour signer des accords devant maintenir pendant deux ans les droits sociaux des cheminots transférés dans les filiales voyageurs. La CGT et SUD-Rail ont signé le même type d'accord pour le fret, cette fois pour trois ans. Et si ces derniers maintiennent l'appel à la grève pour le 12, c'est pour réclamer au gouvernement un moratoire sur la filialisation de la SNCF.

Mettre dans la tête des cheminots que leur salut viendra d'autre chose que d'eux-mêmes, en l'occurrence des politiques, parlementaires ou ministres, est une impasse. Les gouvernements qui se sont succédé, de droite comme de gauche, n'ont jamais rien fait pour améliorer le service public ferroviaire ni les conditions de travail des cheminots. En Nouvelle-Aquitaine, ce n'est même pas la droite, mais le PS, membre du NFP, qui organise l'ouverture à la concurrence des TER. Face à ce Monopoly du rail aidé par les politiques, la solution ne pourra venir que des travailleurs du rail eux-mêmes, réunis en assemblées générales de grévistes.

CORRESPONDANTS • 10/12/2024

En Limousin : usagers et cheminots pour conserver les trains

En 2002, la gestion des TER (train express régional) par les régions avait été généralisée, par le biais d'un contrat avec SNCF Réseau (qui gère les infrastructures en France). D'ici 2033, les régions doivent s'« ouvrir à la concurrence ». Pour cela, la région Nouvelle-Aquitaine (présidée par Alain Rousset, PS), comme les autres, s'y est préparée en dessinant des « lots » autour des grandes villes de la région pour préparer cette privatisation.

En Limousin, pas beaucoup de fric à se faire, beaucoup moins qu'autour de la métropole Bordeaux et de la zone touristique du bord de l'Atlantique ! La convention est encore renouvelée pour dix ans avec la SNCF, mais la pression va être de plus en plus forte pour diminuer le coût en baissant l'offre. Et en continuant la diminution du personnel ferroviaire : sur la région de Limoges (Indre, Haute-Vienne, Creuse, Corrèze, nord du Lot), on est passé de 6000 cheminots en 2002 à 2000 en 2024, et pour les conducteurs de 600 à 250 (chiffres CGT).

Depuis 2018, la mobilisation s'est organisée avec un Comité de vigilance ferroviaire, qui fédère associations d'usagers, élus, partis et syndicat CGT cheminots du Limousin, pour arriver à maintenir les trains du quotidien et des liaisons

avec les autres régions. Un combat notamment pour obtenir le financement de travaux d'entretien, de modernisation de la signalisation, contre la coupure, en mars 2018, de la ligne Limoges-Angoulême, et pour le rétablissement de la jonction Limoges-Clermont-Ferrand en finançant les 22 kilomètres de voies à renouveler. Mobilisation aussi pour la ligne intercity Polt (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse), qui dessert quinze départements et qui n'est plus entretenue depuis près de 40 ans, quand l'État a choisi de tout miser sur le TGV. La rénovation est en cours, mais va se traduire en 2025 par la suppression de trains en journée pendant cinq mois.

Dans ces régions, le TER est un moyen de transport important, notamment pour les jeunes scolarisés ou les salariés en formation. Le coût du carburant a contribué à une augmentation de 20 % de voyageurs dans les TER (avec une politique tarifaire que la région se targue de financer à 80 %).

Alors, à nous, usagers et salariés du rail, de continuer à lutter pour maintenir et améliorer ce mode de transport en s'opposant à la logique de la course aux profits.

CORRESPONDANT • 09/12/2024

BLACK FRIDAY CHEZ DECATHLON : BRADERIE SUR LES SALAIRES ET JACKPOT POUR LES ACTIONNAIRES

Vendredi 29 novembre, la direction de Decathlon annonçait qu'elle s'apprêtait à verser un milliard d'euros de dividendes aux actionnaires, autrement dit en très grande partie à la riche Association familiale Mulliez (AFM). Une annonce qui est restée en travers de la gorge de bien des salariés, alors que les Mulliez, qui possèdent également le groupe Auchan, ont annoncé un plan social massif de 2 400 suppressions d'emplois il y a quelques semaines dans cette enseigne de la grande distribution, et alors que la direction de Decathlon entame les négociations annuelles sur les salaires en refusant pour le moment toute augmentation générale.

Avec un chiffre d'affaires annuel qui tourne autour de 15 milliards d'euros, 1 milliard dans la poche des actionnaires, ça fait une sacrée proportion !

Chez Decathlon, pas de plan social en cours... pourtant, pendant l'année 2024, ce sont près de 1 000 postes qui ont été supprimés à bas bruit. La direction se justifie en prétendant qu'il s'agit là de « mouvements naturels ». Certes, il y a un turn-over important. Le problème, c'est précisément le non-remplacement de celles et ceux qui s'en vont ! En conséquence, en magasin, la charge de travail s'intensifie, et les équipes tirent la langue.

Samedi 7 décembre, des salariés se sont mis en grève et rassemblés devant plusieurs dizaines de magasins. Lundi 9, c'était le tour des salariés des entrepôts, qui subissent de la même manière le sous-effectif et la dégradation de leurs conditions de travail.

Quoi qu'il en soit, les travailleurs et travailleuses de l'enseigne sont loin d'avoir dit leur dernier mot !

CORRESPONDANTE • 10/12/2024



ACADÉMIE D'AIX-MARSEILLE PAS DE NOËL POUR LES CONTRACTUELS !

Depuis vendredi 6 décembre, les enseignants contractuels (c'est-à-dire les précaires, qui ne sont ni fonctionnaires, ni titulaires) de l'académie d'Aix-Marseille affectés sur des remplacements, reçoivent des mails ou des appels téléphoniques leur indiquant le non-renouvellement de leur contrat. Les enseignants et enseignantes titulaires retourneraient-ils tous en même temps dans leurs classes ? Absolument pas ! Plus un sou au rectorat pour les payer, nous dit-on ! Résultat : plus de profs dans les classes et plus de salaire pour les profs !

Faisant au moins preuve d'un peu d'honnêteté et plus encore de cynisme, le rectorat a indiqué aux enseignants remerciés que leurs contrats seraient, à priori, renouvelés à partir de janvier avec les nouveaux budgets. Pourtant, tous les budgets de l'académie ne souffrent pas de la même manière. Le budget pour la promotion des politiques éducatives a été abondé de 800 000 euros. Voilà de quoi payer toute l'année des dizaines de contractuels...

Bref, un mois de disette à l'approche des fêtes pour des professionnels déjà précaires et mal payés quand ils sont embauchés.

En tout cas, le message est clair : c'est bien à nous que Macron, ses gouvernements et leurs représentants comptent faire payer la dette. Nous saurons répondre par la grève, comme nous l'avons fait le 5 décembre, et nous apprêtons à le refaire le 12 !

CORRESPONDANTE • 10/12/2024



AUCHAN : « ON NE VEUT PAS DE PLAN SOCIAL, TOUT SIMPLEMENT »

Deux cents travailleurs, travailleuses et délégués CGT se sont rassemblés le 4 décembre à Fontenay (94) pour bloquer Auchan. L'enseigne dont la famille Mulliez est le principal actionnaire a fait 33 milliards de chiffre d'affaires en 2023. Le groupe a touché des centaines de millions d'aides publiques : au moins 500 millions de crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE) entre 2013 et 2018, qui s'ajoutent au chômage partiel de la période Covid et aux exonérations de cotisations qui jouent à plein dans ce secteur où les salaires restent proches du Smic. Et il vient d'annoncer 2 400 licenciements ! « Mulliez licencie avec nos impôts » dénonce un gréviste. Et là, le patron ne peut pas faire le coup de la délocalisation ! Pour les salariés de toute la France – jusqu'à Béziers – réunis à Fontenay, l'enjeu était de se faire voir et d'échanger sur la stratégie pour les mois à venir. Une chose est sûre : il ne s'agit pas de négocier un PSE ni de se faire balader par des cellules de reclassement, mais de refuser en bloc le plan de la direction.

CORRESPONDANT • 10/12/2024

ÉDUCATION

Une première journée de grève et de manifs réussie qui appelle une suite

L'annonce des trois jours de carence et de la baisse de la rémunération du congé maladie pour les fonctionnaires a été la goutte d'eau dans l'Éducation. Cette mesure injuste est venue s'ajouter à la dégradation continue du pouvoir d'achat (le point d'indice est bloqué depuis des années alors que l'inflation est forte) et des conditions de travail. Le manque de moyens généralisé, les réformes rejetées par la profession mais imposées – comme le « choc des savoirs » (les groupes de niveau en collège), l'inclusion des élèves en situation de handicap sans moyens et l'accroissement de la charge de travail –, c'est cela le quotidien des personnels de l'Éducation. Auquel il faut rajouter la grande précarité de certains d'entre eux (AESH, AED et contractuels).

La grève appelée le 5 décembre par une intersyndicale très large et annoncée comme la première étape d'un mouvement a donc été une réussite. Dans le primaire, dont le personnel avait été bien énervé par les déclarations provocatrices de Sarkozy parlant des profs des écoles comme des fainéants, de nombreuses écoles étaient fermées et le taux de grévistes était autour de 60 % partout. Le second degré s'est mobilisé aussi, mais de façon plus variée.

Signe de la colère et d'une mobilisation naissante, de nombreuses AG de grévistes se sont réunies, avec la participation d'un nombre significatif de militants syndicalistes : 60 à Angers, 60 à Aulnay, 80 à Caen, 90 à Bordeaux, 100 à Cergy, 60 à Argenteuil...

Les manifestations, avec les autres secteurs de la fonction publique, ont donc été fournies et dynamiques. Elles ont rassemblé 200 000 personnes nationalement selon l'intersyndicale. Aux cris de « du cash, du cash pour les AESH ; du blé, du blé, pour les AED ;

du pognon, du pognon, pour toute l'Éducation » ou « Gouvernement ou pas, la carence on n'en veut pas ».

La grève a donc été très suivie, bien que le gouvernement Barnier soit tombé la veille, avec son budget. Et les grévistes ont raison, car les attaques contre les enseignants et tous les salariés ne datent pas de Barnier... et vont continuer de pleuvoir quelle que soit « l'issue » trouvée par en haut par les formations politiques respectueuses des institutions. D'ailleurs, ça n'a pas attendu, car dès le 5 décembre, Barnier et Genetet, pourtant démissionnaires, se sont empressés de publier un nouveau décret sur les groupes de niveau en collège.

Dans cette situation, la politique proposée par l'intersyndicale est bien insuffisante. L'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires évoque « une semaine d'actions sectorielles et territoriales », avec un « temps fort » le 12 décembre « pouvant aller jusqu'à la grève », ne proposant aucune perspective de convergence et d'unification de la lutte.

À l'inverse, les AG qui se sont réunies le 5 décembre ont souvent appelé à reprendre la grève le 12, avec une perspective de jonction avec les cheminots et les travailleurs du privé appelés à se mobiliser contre les plans de licenciements. Car oui, si des équipes de profs grévistes s'emparaient de cette date du 12 pour aller faire le tour des boîtes environnantes et pour aller sur des piquets de grève de cheminots, ce serait certainement un élément positif pour construire ce mouvement d'ensemble dont nous avons besoin pour gagner, dans l'Éducation comme dans les autres secteurs.

PAR LE SECRÉTARIAT BRANCHE ÉDUC
• 10/12/2024

Nouvelle victoire des femmes de chambre de Grenade

La lutte des femmes de chambre pour leurs droits ne connaît pas de trêve à Grenade. Le 5 décembre, elles ont remporté deux nouvelles victoires dans les hôtels Room Mate et Barceló Congress. La précarité et la non-application des conventions collectives de l'hôtellerie est une constante de ce secteur. Les travailleuses sont très souvent payées en dessous du minimum légal et font des heures supplémentaires non payées.

Face à cette situation, il n'y a pas d'autres choix que l'organisation et la mobilisation pour faire valoir ses droits de travailleurs. À

l'hôtel Room Mate, la mobilisation a commencé en juin. Les femmes de chambre de cet hôtel revendiquaient l'application de la convention collective de l'hôtellerie, alors que l'entreprise sous-traitante se référait à la convention collective du nettoyage, ce qui signifie des grilles salariales plus basses et des conditions de travail dégradées. Après de nombreux rassemblements aux portes de l'hôtel et devant le siège du sous-traitant Nortex, celui-ci a dû céder une semaine avant le procès en craignant un jugement défavorable, auquel d'autres travailleuses des hôtels auraient pu se référer.

Dans l'hôtel Barceló Congress, les femmes de chambre ont aussi réussi à signer un accord avec l'entreprise externe Ecolimpieza : il a suffi d'appeler à se rassembler pendant les congés de décembre pour que l'hôtel 5 étoiles décide de satisfaire les revendications en reconnaissant l'application de la convention de l'hôtellerie, ce qui représente une augmentation de salaire ainsi qu'une augmentation du nombre de jours de congés.

IZAR (GAUCHE ANTICAPITALISTE
RÉVOLUTIONNAIRE DANS L'ÉTAT ESPAGNOL)
• 10/12/2024

El Hotel Barceló Congress y Ecolimpieza
Facility Services dejan de cumplir el
convenio de Hostelería
¡BASTA YA DE ABUSOS CONTRA LAS CAMARERAS DE PISO!



DANS MOINS DE DEUX MOIS, LE CONGRÈS DE NOTRE PARTI

Ce congrès se tiendra les vendredi 31 janvier, samedi 1^{er} et dimanche 2 février 2025. Il réunira les délégués, militants et militantes suite à des assemblées de débats et élus dans des assemblées électives de villes ou de régions. Il réunira aussi des invités d'autres courants et militants avec lesquels nous saisissons les occasions de discuter et d'agir. Ici en France comme sur le plan international. Nous entamons donc, à plusieurs centaines d'hommes et femmes que regroupe notre parti, dont une moitié appartenant à

notre NPA jeunes-Révolutionnaires, une discussion que nous espérons vivante et fructueuse, sur bien des sujets qui nous impactent. Sur la situation internationale, de plus en plus conflictuelle et guerrière sous la poussée d'impérialismes dominants et émergents qui se partagent de mettre la planète à feu et à sang, mais où les travailleurs et plus largement les opprimés se rebiffent, se révoltent, trouvent ou retrouvent le chemin de mobilisations et grèves de masse. Sur la situation en France, où les péripéties parlementaires et gouverne-

mentales dans lesquelles sont investis jusqu'au cou tous les partis institutionnels, y compris de gauche, n'empêchent fort heureusement pas des travailleuses et travailleurs (licenciés, mal payés, mal logés, mal transportés) de chercher les voies de la lutte de classe. Et il y a de la ressource, comme l'a montré la toute dernière mobilisation du 5 décembre dans la fonction publique. Oui, il nous faut un monde sans frontières et sans patrons ! Oui, nous prôtons l'urgence de la révolution ! Et oui, pour cela, il nous faut discuter démocratiquement de notre organisation, de ses priorités d'implantation et d'intervention, de son bilan et de ses perspectives : pour le pain et donc le salaire, certainement, mais aussi pour la Palestine ! La lutte révolutionnaire prolétarienne ne se partage pas.

Nos discussions de congrès, portant sur les orientations politiques comme sur nos formes d'organisation et d'intervention, se mènent sur la base de plateformes, au nombre de trois, dont nous publions ici de premières tribunes. L'intégralité des textes ne peut évidemment pas trouver place dans notre journal mais est disponible en ligne.

POUR PLUS
D'INFORMATIONS
SUR LE CONGRÈS



PLATEFORME 1

Construire le NPA-Révolutionnaires comme outil pour un pôle des révolutionnaires

En 2022, le NPA a connu une scission que nous avons combattue. Faute d'avoir pu l'empêcher, nous avons fait de cette exclusion-scission une occasion, en tournant la page avec l'orientation de l'ancien NPA dont la direction a renoncé à se délimiter de la gauche institutionnelle. En décidant de rallier le Nouveau Front populaire, Philippe Poutou et Olivier Besancenot ont tourné le dos à une politique révolutionnaire. L'heure est pourtant à affronter et dénoncer les voies de garage institutionnelles et nationalistes que le NFP ou les directions syndicales proposent.

Deux ans après, nous n'avons pas seulement continué le NPA, nous avons maintenu un courant politique révolutionnaire indépendant, avec une nouvelle organisation, le NPA-Révolutionnaires, dont l'existence militante témoigne que l'héritage politique du NPA n'est pas de céder aux sirènes du NFP... d'ailleurs bien mal en point ! Notre plateforme, adoptée par la majorité de la direction sortante, propose de poursuivre la construction d'une organisation tournée vers l'intervention dans la lutte des classes et le regroupement des courants révolutionnaires, en France et à l'échelle internationale.

DEUX ANS D'INTERVENTIONS DANS LA LUTTE DE CLASSE

Faire exister le NPA-Révolutionnaires n'a rien eu d'une bataille interne au sein de l'extrême gauche. Il s'est agi de militer et d'intervenir dans la lutte de classe, de prouver notre utilité aux jeunes et aux travailleurs qui veulent en finir avec le capitalisme, son exploitation et ses oppressions.

Quel meilleur baptême du feu que le mouvement massif de début 2023 contre la réforme des retraites ? Des manifestations de masse aux tentatives de regroupements de secteurs en lutte, nous avons tenté d'aider à la construction d'un rapport de force ne se contentant pas d'une pression sur les institutions.

C'est avec la même boussole que nous avons participé à la lutte de solidarité avec le peuple palestinien, pour qu'elle s'exprime par des manifestations, des regroupements sur des bases locales ou d'entreprises, sans implorer le respect du droit international et en totale indépendance avec ceux qui se présentent comme les dirigeants de la lutte de libération nationale.

De l'Ukraine au Moyen-Orient, de l'Europe aux États-Unis, la situation politique renforce notre détermination à construire un parti communiste révolutionnaire des travailleurs. C'est l'unique solution pour que les prolétariats de la planète défendent leurs intérêts de classe, en toute indépendance des puissances impérialistes, de leurs guerres et concurrences.

URGENCE PÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES !

Notre présence aux élections européennes et législatives a popularisé ces perspectives auprès de jeunes et de travailleurs attentifs aux idées des révolutionnaires. Loin d'être une fin en soi, cette présence électorale – comme la construction de notre organisation – est entièrement inscrite dans le projet de faire émerger un pôle des révolutionnaires. Face aux flux et aux reflux de l'activité du prolétariat, il nous appartient de refuser l'émiettement perpétuel des courants communistes révolutionnaires. Loin d'une unité de façade, l'exigence devrait s'imposer à toutes et tous, tant il est vrai qu'aucun courant ne peut s'auto-proclamer « la » direction révolutionnaire.

Les militants du NPA-Révolutionnaires ont du pain sur la planche. Nous sommes bien conscients des difficultés. Mais conscients aussi de nos responsabilités : œuvrer à construire le parti révolutionnaire et l'internationale nécessaire pour en finir avec le capitalisme.

PLATEFORME 2 – DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE

Pour un pôle démocratique des révolutionnaires

Notre plate-forme pour ce premier congrès du NPA-R ne vise pas à constituer une fraction rivale d'AetR et de L'Étincelle qui veulent faire de ce congrès celui de leur fusion dans la direction qui en sortira, aboutissement de plus de deux ans de prise en main par en haut. Nous souhaitons un congrès de refondation dès les mois qui ont suivi l'échec lamentable de la scission-exclusion-explosion qui a donné naissance principalement à trois organisations, le NPA de Besancenot-Poutou, Révolution Permanente et le NPA-R. Nous aurions voulu que ce congrès soit enfin un congrès de refondation qui rompe les ambiguïtés et confusions et s'adresse à l'ensemble des anciens camarades du NPA ainsi qu'aux militants et organisations du mouvement révolutionnaire. Il sera un congrès de « fusion par la construction ». Les deux fractions majoritaires entendent continuer ensemble la politique d'auto-construction qu'elles ont toujours menée. Dont acte. Notre objectif est de porter un débat politique sur la nouvelle période à laquelle le mouvement révolutionnaire est confronté et les priorités qu'elle nous impose. Nous voulons contribuer à ce que les camarades, au-delà des votes et enjeux de direction, s'emparent de ce débat tant sur le fond, l'analyse marxiste du stade actuel de développement du capitalisme financiarisé mondialisé, les perspectives nouvelles qu'il ouvre, que sur les implications pour le mouvement :

formuler une politique pour un pôle démocratique des révolutionnaires.

Nous avons déjà proposé d'engager cette discussion au sein de l'ancien NPA avant la scission, discussion que tous les courants et fractions avaient approuvée mais pour mieux ensuite... se dérober !

Même si nous nous félicitons qu'après des années d'existence séparée voire concurrente, AetR et L'Étincelle puissent envisager de fusionner, malheureusement sans qu'il soit possible de comprendre les divergences qu'ils ont surmontées... ou pas, il nous semble évident que tout pas en avant réel passera par un processus démocratique combinant la recherche d'actions communes et un travail collectif d'élaboration pour définir ce qui rassemble au sein du même mouvement dans le respect de la libre expression des divergences.

L'élection de Trump-Musk à la présidence de la première puissance mondiale, la crise sociale et politique qui s'approfondit en France, la montée de l'Extrême droite en Europe, l'escalade militariste provoquée par la guerre par procuration contre la Russie menée par les USA et l'Otan, la guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien inscrite dans l'offensive

des USA au Moyen-Orient en particulier contre l'Iran, l'absurde et folle explosion des profits au prix d'inégalités sans cesse accrues et d'une destruction de la nature, l'exacerbation de la concurrence mondialisée et la guerre commerciale contre la Chine mais aussi les BRICS ouvrent un période de régression sociale et politique, de militarisation, de menace de mondialisation de la guerre, d'aggravation de la crise écologique. La décomposition du capitalisme engendre en conséquence des prises de conscience radicales, des soulèvements et des révoltes, une renaissance du mouvement ouvrier, des révolutions auxquels les travailleurs, les femmes et la jeunesse ont besoin de se préparer. Le capitalisme financiarisé mondialisé porte en lui la possibilité d'une société socialiste, communiste. Faire face veut dire en priorité tourner la page du recul et des divisions sectaires du mouvement révolutionnaire pour développer une politique afin d'engager une dynamique démocratique de rassemblement. Elle sera l'œuvre des militants et des travailleurs, des jeunes eux-mêmes...

POUR NOUS JOINDRE ET NOUS ÉCRIRE :
contacts@npa-dr.org

PF2 : ADOPTÉ PAR 9 % DU COMITÉ POLITIQUE NATIONAL

PLATEFORME 3 – SOCIALISME OU BARBARIE

Pour le dépassement critique de l'expérience du NPA, refonder le parti sur de nouvelles bases programmatiques et stratégiques

Le 1^{er} congrès du NPA-R se déroule dans un contexte international marqué par la crise économique, la guerre en Ukraine, le génocide en Palestine, le retour au pouvoir de Trump, l'affaiblissement de la démocratie bourgeoise, la montée de l'extrême droite et la crise écologique. Cette situation est caractérisée par une crise multiple mais aussi par la polarisation croissante et asymétrique dans la lutte des classes.

Nous sommes rentrés dans une nouvelle étape de la lutte des classes à l'échelle internationale. Le XXI^e siècle constitue un nouvel ensemble de problèmes politiques nouveaux. La nouvelle étape est caractérisée par la tendance vers l'instabilité. La conjoncture est réactionnaire, mais la réversibilité de la lutte des classes pourrait ouvrir la voie à des situations révolutionnaires. Dans ce contexte, il est important de rouvrir le débat stratégique pour dépasser la crise d'alternatives, approfondir le bilan du XX^e siècle et repenser un projet de révolution socialiste pour la période à venir.

Sur le plan intérieur, la séquence ouverte depuis 2016 avec les mobilisations contre la loi travail, puis le mouvement des Gilets jaunes et les mouvements de grèves pour les retraites a constitué une période de mobilisation constante d'affrontement avec le système capitaliste. La crise politique actuelle se traduit par l'affaiblissement du centre politique de la démocratie bourgeoise, la crise du régime de la V^e République, la trahison des directions syndicales, la réorganisation des forces réformistes, la droitisation de la politique de Macron et la montée de l'extrême droite. Nous sommes face à une instabilité grandissante, avec un gouvernement plus dur qui s'attaque aux travailleurs.euses par des avancées autoritaires et antidémocratiques. Dans ce contexte d'offensive patronale, et d'une combativité croissante de notre classe sociale, l'affaiblissement des forces révolutionnaires et la rupture de notre propre parti en plusieurs morceaux est paradoxale. La scission du NPA constitue un recul contre lequel nous avons toustes lutté. Mais cette crise offre des possibilités si nous savons identifier les raisons de l'échec du projet fondateur du NPA, pour repenser un nouveau projet pour notre organisation.

Dans ce cadre, la discussion de ce congrès commence par la nécessité de comprendre les enjeux et les problèmes que nous avons devant nous. Il ne s'agit pas de réaliser un congrès de « deux tiers de bilan et un tiers d'orientation », un congrès pour fêter « la fusion inédite », un congrès de « restructuration organisationnelle interne » ou d'un congrès pour valider la « nouvelle direction » de façon administrative. Nous ne pouvons pas poursuivre une « continuité acritique » du NPA par des amendements superficiels au projet de parti large de 2009, sans en tirer aucune leçon.

L'enjeu de ce congrès n'est ni dans la rupture, ni dans la continuité, mais dans la nécessité de tirer un bilan démocratique et collectif, pour le dépassement critique de l'expérience du NPA, pour la refondation du NPA-R sur des bases programmatiques et sur des prémisses stratégiques en lien avec la nouvelle étape de la lutte des classes.

POUR NOUS JOINDRE ET NOUS ÉCRIRE :
npasocialismeoubarbarie@gmail.com

PF3 : ADOPTÉ PAR 2 % DU COMITÉ POLITIQUE NATIONAL

À lire, à voir, à écouter, à offrir...

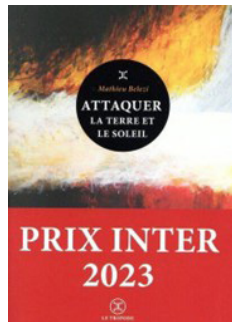
LIVRES

ATTAQUER LA TERRE ET LE SOLEIL

MATHIEU BELEZI

Tripode, 10 € – Les ateliers d'Actes Sud, 5,80 €

Ce court roman qui a eu le Prix du Livre Inter en 2023 et le prix littéraire du Monde en 2022, est une charge virulente contre la colonisation. Nous sommes au milieu du XIX^e siècle, au tout début de la colonisation de l'Algérie que nous vivons par deux voix. Celle de Séraphine, venue de France avec sa famille pour fuir la misère et cultiver une terre donnée en concession par le gouvernement. Et celle d'un soldat faisant partie d'un groupe qui colonise par la terreur. Des épisodes sanglants se déroulent sous nos yeux, dont celui de l'entfumade de la population d'un village réfugiée dans des grottes qui fit plus de sept cents morts. La dureté de la vie des premiers colons, faite de désillusions entre hostilité, justifiée, des populations locales, épidémies et travail de la terre ingrat, est bien traduite aussi.



LE TABLEAU DU PEINTRE JUIF

BENOÎT SÉVERAC

10-18, 336 p., 8,60 €

Stéphane, quinquagénaire au chômage, hérite de son oncle et sa tante un tableau d'un peintre juif un peu connu, Elie Trudel. Il découvre alors que ce tableau pourrait rapporter beaucoup d'argent, mais aussi et surtout qu'il a été donné à sa famille en remerciement d'un hébergement pendant la Seconde Guerre mondiale. La reconnaissance du statut de Justes (personnes ayant aidé des Juifs à fuir l'extermination par les nazis) pour ses grands-parents devient alors une obsession pour Stéphane.

Il tombe de haut quand, à Jérusalem où sa demande est examinée, il est arrêté et accusé de vol. D'après les renseignements israéliens, le tableau aurait été volé à son auteur. Rentré en France, il n'a de cesse de découvrir la véritable histoire de ce tableau et nous sommes entraînés avec lui dans un voyage dans le temps, en France et en Espagne, qui nous tient en haleine jusqu'au bout.



L'INVINCIBLE ÉTÉ DE LILIANA

CRISTINA RIVERA GARZA

Christian Bourgois, Satellites, 384 p., 11,80 €

Ce récit, écrit par une autrice mexicaine, a reçu aussi de nombreux prix, dont le prix Les Inrockuptibles étranger 2023 et le Pulitzer 2024.

Trente ans après l'assassinat de sa sœur Liliana, étudiante en architecture à Mexico, par son ex-petit-ami, l'autrice demande une réouverture du dossier du meurtre classé sans suite.

L'occasion de redonner vie à Liliana, à travers des archives – journaux intimes, témoignages de ses amis de l'université – et d'essayer de comprendre l'engrenage qui a mené au crime. D'essayer de comprendre comment la relation violente entre Liliana et son ami a pu exister sans alarmer l'entourage. Le récit est aussi une réflexion sur la domination masculine dans un pays où il y a dix féminicides par jour en moyenne !

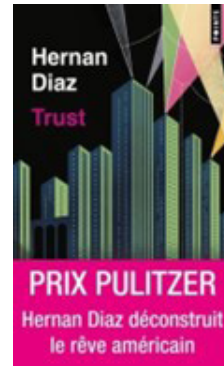


TRUST

HERNAN DIAZ

Points Seuil, 456 p., 10,20 €

Ce roman a reçu le prix Pulitzer (un prestigieux prix américain) en 2023. La vie d'un magnat de la finance au début du XX^e siècle est au cœur du roman : ses réussites – y compris pendant la crise de 1929, à partir de la spéculation et toujours dans le but de s'enrichir davantage alors même qu'il professe un dédain des richesses matérielles –, mais aussi ses failles. La construction littéraire est assez sophistiquée avec des parties très différentes, de narrateurs différents. La lecture en devient de plus en plus prenante au fur et à mesure qu'on avance, notamment dans la troisième partie, racontée par une jeune femme anarchiste issue d'un milieu modeste, ce qui permet l'irruption des travailleurs du rang.



VOIX D'EXTINCTION

SOPHIE HÉNAFF

Le Livre de poche, 352 p., 8,90 €

Nous sommes en 2031 et la plupart des grandes espèces animales ont disparu ou sont en voie d'extinction. Les chefs d'État de tous les pays du monde sont réunis en conclave pour discuter de l'adoption d'un traité de protection de la nature rédigé par Martin, un généticien vétérinaire et prix Nobel. Mais celui-ci a affaire à forte partie en face de lui et Dieu, estimant qu'il ne va pas s'en sortir, décide de lui envoyer une aide. Quoi de mieux que des animaux transformés en humains pour défendre la cause animale ? Cela donne lieu à une série d'aventures cocasses car l'animal – une truie, un gorille, un chat et un chien – reste présent sous l'apparence humaine.

Un roman agréable à lire et léger, mais qui parle de sujets sérieux avec finesse, humour et intelligence !

Si l'on a envie de lire des romans drôles, la même autrice a écrit une série de polars au Livre de Poche, mettant en scène une brigade de policiers composée de bras cassés, sous la direction d'une commissaire suspendue pour avoir eu la gâchette trop facile. Il s'agit de *Poulets Grillés* ; *Rester groupés* ; *Arts et Décès* ; *Drame de Pique*.



LA SAGA DES CAZALET

ELIZABETH JANE HOWARD

Coffret de cinq volumes – Folio, 56 €

La saga des Cazalet est sorti en coffret pour les fêtes de fin d'année. Il s'agit de cinq romans d'Elizabeth Jane Howard *Étés anglais* ; *À rude épreuve* ; *Confusion* ; *Nouveau départ* ; *La fin d'une ère*. Nous y sommes plongés dans l'histoire d'une riche famille anglaise sur trois générations, et de leurs domestiques, de 1936 aux années 1960. C'est très bien écrit, d'une grande finesse psychologique et intéressant sur les plans historique et social.



L'AVION, POUTINE, L'AMÉRIQUE... ET MOI

MARC DUGAIN

Albin Michel, 2024, 248 p., 22,90 €

Tout est dans le titre, enfin presque. Marc Dugain nous avait habitué depuis une trentaine d'années à ce qu'on pourrait appeler des romans d'investigation s'attaquant à de multiples mensonges d'État, aussi bien aux États-Unis que dans la Russie de Poutine, dont son formidable roman sur le FBI, *La malediction d'Edgar* (la vie d'Edgard Hoover), ou *Une exécution ordinaire*, sur le naufrage du sous-marin Kursk en 2000, et bien d'autres. Cette fois, l'auteur change un peu de registre. Il s'agit d'une quasi-autobiographie, « mélangeant la fiction au réel pour mieux accéder à la vérité » selon son expression. Et le roman suit les bifurcations de la vie de l'auteur : lycéen « marxiste freudien » dans les années 1970, devenu trader dans une grande banque aux États-Unis, puis s'éloignant des affaires en achetant une petite compagnie d'aviation, pour à la quarantaine se consacrer à l'écriture au travers de multiples investigations géopolitiques. Au point d'être approché (sans succès !) par la CIA ou le FSB. Des portraits de Poutine ravageurs. Sans oublier les aléas de sa vie personnelle, mais aussi les amours à distance du narrateur avec une affairiste new-yorkaise, qui déclare tout savoir de lui... croit-elle. Addictif.



PAR H.C. • 08/12/2024

POUR LA JEUNESSE

LA FOLLE JOURNÉE DE GEORGE GERSHWIN

UNE HISTOIRE DE FABRICE COLIN ILLUSTRÉE PAR ALEXIS BRUCHON, UN LIVRE CD AVEC THE AMAZING KEYSTONE BIG BAND

Gautier-Languereau, 24,90 €, CD seul 12,99 €

Un George Gershwin assez fantasque qui rate tous ses rendez-vous, court après l'inspiration et l'amour, avec l'aide de la chance et d'un cheval ailé... Il s'agit d'un conte farfelu sur le séjour que le compositeur américain fit à Paris en 1928 avec son frère Ira, le parolier de toutes les chansons qu'il a composées – chantées par les plus grands, et nous en connaissons tous, sans forcément savoir qu'il en est l'auteur. C'est au retour de ce séjour qu'il mit la dernière main à *Un Américain à Paris*, la pièce superbe qui a inspiré cette histoire.

En fond sonore, de nombreux thèmes tirés du célèbre morceau, ainsi que des clin d'œil aux chansons de George et Ira Gershwin. L'album est beau, les dessins plaisants, le jeu du Big Band superbe. Un joli cadeau pour faire découvrir une musique indémodable !



PAR LILIANE LAFARGUE • 09/12/2024

PAR J.-J. F. • 10/12/2024

JUSQU'AU BOUT : VIEILLIR ET RÉSISTER DANS LE MONDE OUVRIER

NICOLAS RENAHY

La Découverte, 2024, 21 €

Cet ouvrage de sociologie est basé sur des entretiens avec trois retraités de l'usine Peugeot de Sochaux-Montbéliard, anciens ouvriers et ouvrières non qualifiés. Bruno L., actuel responsable de la section « retraités », ancien militant proche du courant maoïste, puis secrétaire de la « CGT actifs » à partir de 2003 jusqu'à sa retraite, est la figure centrale de ce groupe, qui s'est constitué et soudé pour une grande part à l'occasion de la grève chez Peugeot de 1989. Ils s'appellent d'ailleurs entre eux « les 89 ».

Le parti-pris du sociologue situe l'action et la lutte de la classe ouvrière au niveau de la la solidarité et l'organisation, au travers essentiellement du syndicalisme. La lutte politique en est quasiment absente. Ce n'est qu'incidemment, au détour d'une phrase, qu'on voit apparaître, ici ou là, un sigle d'organisation d'extrême gauche, LO, LCR ou une allusion au courant maoïste, sans qu'aucune explication permette de comprendre le rôle qu'ont joué ces partis. L'ouvrage livre très peu d'informations sur la grève de 1989.

CE QUE NOUS POUVONS DIRE DE LA GRÈVE DE 1989

Elle dura sept semaines sur deux établissements, à Mulhouse et Sochaux-Montbéliard. Minoritaire, elle n'a concerné au mieux que 10 % de l'effectif, ce qui représentait quand même environ 3000 ouvriers. La principale revendication (1500 francs pour tous, soit environ 400 euros d'aujourd'hui) en fit d'emblée un fait politique national. Finalement, le patron céda une augmentation d'environ 300 francs (80 euros).

Dans les deux usines, le mouvement fut dirigé par les syndicats, essentiellement la CGT, mais dans une configuration particulière à Sochaux. Dans ce site de production en effet, les militants de Lutte ouvrière étaient relativement nombreux, respectés et influents, y compris dans la CGT. Celle-ci était tenue fermement par le PCF, mais la Fédération du Doubs de ce parti était alors animée par un courant dit « reconstruc-teur » en conflit ouvert avec sa direction nationale.

À Sochaux, la présence et l'activité des révolutionnaires permirent une participation et un investissement de tous les grévistes qui le souhaitaient dans l'action, ce qui ne fut pas le cas à Mulhouse. L'atmosphère de camaraderie et de liberté permit de nouer des liens très forts qui perdurent encore aujourd'hui.

UN PANORAMA DE LA CONDITION OUVRIÈRE SUR LA DURÉE

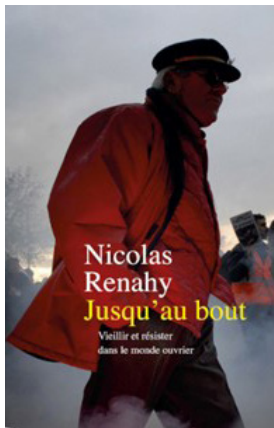
On ressent les liens particuliers qui attachent l'auteur à la petite bande qu'il décrit. On voit se déplier une histoire du monde ouvrier dans une ville de province : « apéros-discussions » de militants ouvriers qui « font leur bois », chassent, pêchent et se consacrent à « la bricole ».

Un chapitre entier est consacré au combat de quelques militantes ouvrières pour gagner leur place dans un milieu marqué par la domination masculine, dans l'usine et au foyer. Ce chapitre est précieux à lui seul.

Bien sûr, si l'industrie s'est reconfigurée et la classe ouvrière en partie transformée, c'est l'avenir qui dira si la génération décrite dans l'ouvrage aura été capable de transmettre son expérience aux jeunes militants et militantes qui se lèvent... Et cette fois vraiment... jusqu'au bout.

PAR MICHEL GRANDRY • 08/12/2024

L'ARTICLE COMPLET SUR NOTRE SITE >>



FILMS

EN FANFARE

FILM D'EMMANUEL COURCOL

Thibaut est chef d'orchestre. Il découvre qu'il a été adopté et que Jimmy, cantinier scolaire, est son frère biologique. « Tout semble les opposer »... à part la musique, car Jimmy joue du trombone dans l'Union musicale des mineurs de Walincourt, et il a, paraît-il, « l'oreille absolue ».

À part quelques taxis et salles d'opéra, on partage moins le quotidien de Thibaut que celui de Jimmy. La fanfare, la grève à l'usine du coin menacée de fermeture... Et c'est bien plus souvent les prolos qui ont à offrir au bourge que l'inverse. Comme lorsque Thibaut tente de diriger la fanfare, croyant leur enseigner des rudiments du solfège qu'ils connaissent déjà... et que Jimmy règle le problème en les replaçant pour que chacun entende vraiment ce qui sonne faux.

On rit souvent de Thibaut, de ses croyances mises à mal (comme celle sur son « mérite ») et de son idéalisme qui tranche avec la rationalité de Jimmy : à lui, sa mère adoptive a toujours dit la vérité, et il fantasme moins les « liens du sang ». Mais leur rencontre le perturbe : en grandissant ailleurs, ça aurait pu être lui, l'artiste renommé. Il se met à rêver de « mieux », avant que la violence de classe ne le rattrape. Et qu'on ne lui rappelle, aussi, les liens de joie, d'amour et de solidarité qu'il a tissés à Walincourt.

Malgré un final « réconciliation de classe », *En fanfare* évite les happy ends du genre tout du long et déjoue nos attentes, avec humour et sensibilité.

PAR CLAIRE LAFLEUR • 10/12/2024



ARTICLE COMPLET SUR NOTRE SITE >>



LA PLUS PRÉCIEUSE DES MARCHANDISES

FILM D'ANIMATION DE MICHEL HAZANAVICIUS

D'après le conte éponyme de Jean-Claude Grumberg

« Il était une fois, dans un grand bois, un pauvre bûcheron et une pauvre bûcheronne. » Qui avaient perdu leur enfant et se désespéraient d'en avoir. À travers la forêt dans laquelle ils vivent passent des trains de marchandises... remplis de déportés juifs en route vers le camp de concentration voisin.

Un beau jour, pauvre bûcheronne découvre, dans la neige, un bébé emmaillotté dans un châle de prière ouvragé. Elle emporte cette précieuse « marchandise » - c'est de cette manière que les nazis parlaient des occupants des trains de déportés -, qu'elle décide d'élever, malgré l'opposition de son mari.

Le film évoque le génocide juif - en particulier la vie, et la mort, au camp - avec beaucoup de pudeur. Le mot « juif » n'est jamais prononcé, mais tous les préjugés justifiant les persécutions aux yeux de populations antisémites sont bien là. De même que de belles personnes, des « Justes » inconnus, comme il y en eut fort heureusement beaucoup.

Les dessins, aux contours accusés, sont saisissants de réalisme. C'est Hazanavicius lui-même qui a dessiné les personnages - un talent moins connu de ce réalisateur. La violence de certaines scènes ou images est bouleversante - plusieurs plans présentent les figures démultipliées de déportés suppliciés, chaque visage semblant tiré du célèbre tableau d'Edvard Munch, *Le Cri*.

Un conte, un conte bien sombre, sur une période bien noire de l'histoire. Pour grands et petits - pas trop jeunes, tout de même !

PAR J.-J. F. • 10/12/2024



C'est l'humanité qu'ils assassinent, travailleurs de tous les pays : solidarité Palestine !

Le week-end des 7 et 8 décembre derniers, des milliers de personnes manifestaient partout en France en soutien aux peuples palestinien et libanais à l'appel de plusieurs organisations de jeunesse, dont le NPA Jeunes Révolutionnaires.

LES IMPÉRIALISTES METTENT LE MOYEN-ORIENT À FEU ET À SANG

Pendant que des dizaines de chefs d'État célébraient sous haute protection policière la reconstruction de Notre-Dame, les bombardements israéliens continuaient de détruire les habitations et les vies palestiniennes de Gaza. Les principaux dirigeants de ce monde n'ont aucun autre avenir à offrir aux travailleurs et aux peuples : le futur président des États-Unis, Trump, promettant ainsi « l'enfer sur terre » aux Palestiniens si le Hamas ne délivre pas les otages israéliens, comme s'ils ne connaissaient pas déjà l'enfer de la guerre et de la colonisation !

De quoi rassurer et appuyer le Premier ministre Netanyahu : ni une ni deux, après avoir mené une politique de bombardement intensif au Liban prétendument contre les caches du Hezbollah, il profite de la chute du régime syrien pour sécuriser militairement son annexion du plateau du Golan. Qu'importe le droit international ou les cartes tracées par les Nations unies, sur la planète impérialiste c'est la force qui compte, et Israël peut compter sur ses parrains occidentaux, États-Unis et France en tête.

PLUS QUE JAMAIS, LA NÉCESSITÉ DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

Nos gouvernements soutiennent des génocidaires. Pas en notre nom ! Si nous manifestons, c'est tout d'abord pour dénoncer leur complicité meurtrière et exprimer notre solida-



MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS, À L'APPEL DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE. | PARIS, 7 DÉCEMBRE 2024

rité avec celles et ceux qui subissent l'horreur de cette guerre. Mais aussi pour tracer une perspective révolutionnaire, le renversement des forteresses impérialistes françaises, américaine... Nous en sommes loin, mais des mobilisations de jeunesse peuvent entraîner le reste de la population travail-

leuse. Malheureusement, depuis le 5 octobre 2024 et les commémorations du début de la guerre, les principales organisations pro-palestiniennes ont peu cherché à mobiliser nationalement dans les rues pour donner l'occasion aux soutiens de la Palestine de s'exprimer largement. Au niveau du NPA Jeunes Révolutionnaires, nous avons donc impulsé une journée nationale de mobilisation auprès des autres organisations de jeunesse, qui ont rejoint notre appel... et à leur suite, de nombreux autres collectifs. Le rapport de force en faveur des peuples opprimés du Moyen-Orient n'a certes pas été renversé par ces manifestations, mais c'est la voie à suivre et à renforcer, en prenant toutes les initiatives permettant de donner corps à nos perspectives internationalistes.

PAR STEFAN INO • 10/12/2024

« C'EST [TOUJOURS] LA HONTE ! »

En février 2020, l'actrice Adèle Haenel avait quitté la salle des Césars après qu'une récompense a été accordée à Roman Polanski, s'exclamant : « C'est la honte ! », une phrase devenue emblématique du mouvement contre les violences sexistes et sexuelles en France, et ouvrant la voie à un #MeToo cinéma. Cinq ans après que l'actrice s'est mise en « grève du cinéma » pour dénoncer la complaisance du milieu envers les agresseurs, le procès qui l'oppose au réalisateur Christophe Ruggia s'ouvre lundi 9 décembre 2024. Ce dernier est jugé pour agression sexuelle sur mineure avec circonstances aggravantes, l'actrice ayant entre 12 et 15 ans au moment des faits. Dès 2019, Adèle Haenel avait dénoncé l'emprise du réalisateur comme « un abus malheureusement banal » et une « justice qui nous [les victimes] ignore ».

Et pour cause, en France, selon l'Institut des politiques publiques (IPP), 86 % des plaintes pour violences sexuelles sont classées sans suite, ainsi que 94 % des plaintes pour viol. Bien entendu, le réalisateur, qui avait « casté » la jeune actrice pour un film relatant une histoire incestueuse entre deux adolescents, nie les faits et inverse la charge de responsabilité en affirmant qu'une enfant se serait alors créé une « réalité parallèle ». Il l'accuse même, dans un texte retrouvé sur son ordinateur, d'avoir été « d'une sensualité débordante » et va jusqu'à dire que ses gestes étaient « dignes d'un film porno », ce qui l'aurait perturbé. Des propos insupportables, alors que les attaques contre les femmes et les enfants dans le monde entier ne cessent d'augmenter. Aujourd'hui, « c'est toujours la honte ! », il faut non seulement soutenir celles qui dénoncent ouvertement ces agissements, mais aussi nous battre ensemble pour une société émancipée des préjugés et où l'impunité n'a pas sa place.

PAR NORA DEBS • 10/12/2024

Martinique : libérez Rodrigue Petitot !

Rodrigue Petitot, dit « Le R », leader du mouvement contre la vie chère en Martinique, a été incarcéré le 5 décembre. Il doit rester en prison jusqu'au 21 janvier, date de son procès. Il est mis en cause pour des vidéos TikTok et pour avoir tenté de se rendre chez le préfet de Martinique. Pour les vidéos, il a déjà été reconnu coupable « d'intimidation » à l'encontre des maires martiniquais pour leur avoir demandé de fermer leurs mairies en signe de solidarité avec le mouvement contre la vie chère ! Depuis début septembre, le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC) que dirige Petitot, ainsi que la CGT de la Martinique (CGTM), réclament l'alignement des prix des produits alimentaires vendus en Martinique sur ceux pratiqués dans l'Hexagone. D'après l'Insee, les prix pratiqués en Martinique sont en effet en moyenne 40 % plus chers qu'en France métropolitaine. Et ce n'est qu'une moyenne ! Le RPPRAC n'est pas signataire de l'accord conclu le 16 octobre entre les élus locaux, l'État français et la grande distribution, qui promet une baisse des prix de 20 % et ne concerne que peu de produits. C'est pourquoi le mouvement continue. Ne voulant surtout pas toucher aux profits faramineux des grandes familles békés qui contrôlent tout le commerce sur l'île, les autorités préfèrent recourir à la répression. Solidarité avec la population martiniquaise et liberté pour Petitot !

PAR L.G. • 09/12/2024

APRÈS PLUSIEURS MOIS DE LUTTE, DES MINEURS ISOLÉS DE LILLE ONT OBTENU UNE CINQUANTAINÉ DE PLACES EN FOYER !

Depuis le printemps, plusieurs dizaines de mineurs migrants se sont installés dans le quartier Bois-Blanc à Lille. Leur situation est très difficile en raison des conditions d'accueil des migrants en France. Lorsqu'ils arrivent, ils doivent être reconnus mineurs devant l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Dans le Nord, seuls 12 à 30 % d'entre eux sont reconnus d'emblée mineurs, les autres ne sont pas pris en charge et finissent à la rue. Pourtant, dans huit cas sur dix, les jeunes réussissent à prouver qu'ils sont mineurs en remportant leur recours devant le juge. Mais les démarches peuvent durer des mois.

Un collectif de quartier s'était donc créé autour de l'association Utopia 56 afin d'accompagner plus de 130 jeunes organisés en assemblées générales et de trouver des hébergements. Après des mois de mobilisations, par le biais de pétitions, de réunions et de rassemblements, quelques premiers hébergements ont été obtenus le 20 novembre. Une première victoire qui montre la voie : la mobilisation doit se poursuivre pour tous les autres et pour des conditions de vie dignes ! C'est pourquoi le NPA-Révolutionnaires participe aux manifestations du 14 décembre appelées par les collectifs de mineurs isolés et la Marche des solidarités partout en France.

PAR LOÏE FLORÈS • 08/12/2024

DE L'AIR, OUVRONS LES FRONTIÈRES
TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS
UNISSONS-NOUS !

MANIFESTATIONS

14 DEC
BREST · 12H · Place de la Liberté
LYON · 14H30 · Place Bellecour
MARSEILLE · 14H · Place des États-Unis
PARIS · 14H · Place de Clichy
QUIMPER · 11H · Place Médard
ROUEN · 15H · Place saint-Sever
STRASBOURG · 15H · Place de Zurich
TOULOUSE · 14H · Arènes

18 DEC
NANTES · 18H · Miroir d'eau
NÎMES · 18H · Maison carrée
RENNES · 17H30 · Place de la République
SAINT-BRIEUC · 17H30 · devant les Champs
SAINT-ETIENNE · 17H · Place du Peuple

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES